Israël après le maintien de Begin et de Sharon

p. 8 et 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 768 - 19 février 1983 - prix : 6 F

la politique africaine du gouvernement de gauche

p. 10 et 11

le 6 mars faisons-leur entendre



la voix des travailleurs contre l'austérité

sommaire

Dans le monde

Pages 8 et 9:

- Israël:

• La crise politique et la guerre au Liban.

Le glissement à droite de la société israélienne.

• « La paix maintenant ». Pages 10 et 11

La politique africaine de la gauche :

·Les intérêts économiques.

La présence militaire.

· Les relations avec l'Afrique du Sud.

Pologne : une « normalisation » précaire.

- Augmentation des ressources du FMI : ce sont les fonds qui manquent le plus.

En France

Pages 4 et 5:

- 82 listes « La voix des travailleurs contre l'austérité ».

Page 6:

— En bref : Le ridicule sans frontières ; Nous sommes tous des J.R.?; Les derniers tenants du mariage.

Page 7:

De la droite à dormir debout... à la droite qui attend

- Chirac : de destin national en destin municipal.

Page 12

 Dans les entreprises : Citroën, Aulnay ; PCUK, Jarrie; Gare de l'Est, Paris; Mines de Carmaux.

Chausson: la preuve est faite que la lutte paie.

La retraite à 60 ans : l'intendance ne suit pas.

— A la CNAVTS, qu'est-ce qu'on fait ?

- Rhône-Poulenc, Pont-de-Claix; Textilia, Ariège; Ducellier, Auvergne; Jaeger, Levallois.

Culture

Pages 16 et 17:

- Livres : Dans les bras du vent de P. Cauvin ; Il n'est jamais trop tard de J. Bruhat; Les multinationales ; Nous avons fait Hitler de Ph. Bourdrel ; Henri ou l'éducation nationale de J. Dutourd.

- Spectacles : Crosse en l'air de Prévert ; Noblesse et bourgeoisie de Goldoni.

— Films : Petites guerres ; Le battant ; Tout le monde peut se tromper; L'enfant secret; La fuite en avant; reprise d'Alphaville de Godard.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition: PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression: Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

Barbie au service... des « démocraties » !

Dans une interview au Monde du 8 février, Serge et Beate Klarsfeld, qui ont retrouvé, en 1971, la trace de Barbie en Bolivie, révélaient qu'en 1945, celui-ci avait été recyclé dans les services de contre-espionnage américains.

Ce que confirme un universitaire américain, Erhard Dabringhaus, qui fut, au lendemain de la guerre, affecté aux services du contre-espionnage en Allemagne occupée, où Barbie dirigeait, pour le compte des Américains, une équipe d'une cinquantaine d'agents.

Les autorités françaises demandèrent à plusieurs reprises l'extradition de Barbie, en vain, les USA refusant de le livrer pour des raisons de

« défense nationale des Etats-Unis »

En 1950, les autorités américaines consentirent à la venue de Barbie en France, en qualité de témoin au second procès de René Hardy (accusé d'avoir dénoncé Jean Moulin à la Gestapo), mais à condition d'un retour garanti. La France refusa, et Barbie disparut. En fait, Barbie devenu genant, les services américains favorisèrent son départ en Argentine,

Mais le cas de Barbie est loin d'être unique. Et Klarsfeld cite le cas de Hans-Dietrich Ernst, chef de la Gestapo d'Angers, embauché par les services anglais, et d'« un des plus célèbres tortionnaires de

puis en Bolivie.

la Gestapo» — dont il ne cite pas le nom — utilisé par les services français.

En fait, dit Klarsfeld, « beaucoup d'agents de la Gestapo » furent ainsi « recyclés dans les activités anticommunistes » des services occidentaux.

Comme quoi, entre les agents anglais, français, ou américains, et les anciens agents de la Gestapo, il y avait suffisamment de points communs pour que ceux-ci reprennent du service, sous la bannière des « démocraties » occidentales cette fois, sans autre forme de procès!

Marie-Claude SOLAC

Des pistes qui se perdent

Le 16 février, plusieurs militants d'extrême-droite ont été arrêtés à Madrid. Ils seraient impliqués, notamment, dans l'attentat de la gare de Bologne, en Italie (84 morts) et dans celui de la rue Copernic à Paris (4 morts).

Les policiers français chargés de l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic continuent, eux, paraît-il, à suivre la « piste palestinienne » qui mènerait, via Chypre, à Beyrouth, et qu'ils ont empruntée dès le lendemain de l'atten-

Ils l'ont suivie tellement bien qu'apparemment ils s'y sont perdus... dans les sables, et qu'on n'entendait plus parler de cette enquête. Il a fallu que les policiers espagnols arrêtent des militants d'extrême-droite pour que l'on apprenne que, tout compte fait, il y avait bien une autre piste que la « piste palestinienne ». Curieux tout de même!

leur politique

Le caricaturiste Sissoïev a

été arrêté, à Moscou, le 6

février. Il se cachait depuis

quatre ans et était poursuivi

pour « violation de la loi répri-

mant la pornographie ». La

police avait découvert chez

lui des dessins, des albums

de peinture et des livres jugés

En France, les éditions

Maspéro ont publié un des

albums de Sissoïev La vie est devenue meilleure, où il

tourne en dérision l'époque stalinienne, les activités du KGB et bien d'autres aspects

de la vie en Union Soviétique. Mais les dirigeants russes n'aiment pas qu'on montre

les dessous de leur politique.

Et c'est ça qu'ils appellent

pornographiques.

pornographie.

indécente!

C'est

« Gauche maso »

La polémique sur la « rigueur », lancée par Edmond Maire du perron de l'Elysée et par Michel Rocard dans une interview à L'Expansion, se

Après les mises au point de Mauroy, déclarant que le vrai débat sur la rigueur « passe entre la gauche et la droite », et celles de Jospin, se déclarant d'accord pour la rigueur, mais sans baisse du pouvoir d'achat, c'est le rédacteur en chef de L'Unité, hebdomadaire du Parti Socialiste, qui s'en est pris à Rocard: « Ce n'est pas d'aujourd'hui, écrit-il, qu'une partie de la gauche, qualifiée parfois de « gauche maso », tente de se tailler sa place en jouant les Cassandre ».

A quoi ledit Rocard répliquait, le 14 février, au cours d'un meeting électoral à Nancy, en affirmant que ses propos avaient le soutien du président de la République: « Je tiens des propos qui dérangent, c'est par fonction. Le président m'a confié la responsabilité de scruter l'avenir. Deux et deux font quatre. Je préfère le dire. C'est l'ordre que m'a

donné François Mitterrand. (...) Cela ne dérange que ceux qui préfèreraient qu'on se taise ».

Qu'il y ajt, derrière ces échanges d'amabilités au sein du Parti Socialiste, des querelles de personnes, ou plutôt des jeux d'ambitions personnelles, c'est plus que probable.

Mais ce n'est pas que cela. Si Rocard vise sans doute d'autres fonctions que celles de ministre du Plan, ce n'est pas le cas de Maire. Et celui-ci, en annonçant la nécessité d'un « second plan de rigueur » sur le perron de l'Elysée, se faisait le porte-parole de Mitterrand.

Les « scruteurs d'avenir » à la Rocard nous annoncent, de la part de l'Elysée, qu'ils voient celui-ci placé sous le signe de la rigueur, aussi sûr que deux et deux font quatre, et qu'ils préfèrent se montrer responsables en le disant dès maintenant, même si le PS et le PC doivent y perdre des mairies.

« Masos », Rocard et Delors, Maire et Mitterrand? Ils le sont en fait surtout pour les autres; ils ne pensent pas, eux, y perdre leurs propres places!

F.F.

Le n° 100 de notre revue mensuelle Lutte de classe est

Au sommaire: · Le résultat des élections

municipales peut-il entraîner un changement du gouvernement ou de sa politi-

• Des listes communes Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire aux élec tions municipales.

· Les Etats-Unis dans la crise: deux ans de politique Reagan.



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE pour une période de un an: 180 F pour une période de six mois: 95 F LUTTE DE CLASSE (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière) pour une période de un an : 60 F

NOM:	
Prénom:	
	9-60

Adresse:

Code postal:....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles (1) Rayer les mentions inutiles

Le 6 mars, faisons-leur entendre LA VOIX DES TRAVAILLEURS **CONTRE L'AUSTÉRITÉ**

IERRE Mauroy, avec des airs doucereux et hypocrites qui n'étaient pas sans rappeler un certain Raymond Barre, est venu expliquer mercredi soir à la télévision que tout va pour le mieux, que le plus dur est derrière nous, qu'il n'y a aucun plan de rigueur en perspective. Tiens donc! On avait cru comprendre, quelques jours auparavant, que Rocard, lui aussi porte-parole de Mitterrand, disait tout le contraire et annonçait une rigueur accrue, aussi certaine que deux et deux font quatre!

C'est que Mitterrand, en homme d'Etat responsable devant la bourgeoisie, se garde deux fers au feu : Rocard d'un côté, spécialisé dans la rigueur tranchante, et Mauroy

de l'autre, chargé d'arrondir les angles.

Quelle politique Mitterrand mènera demain? Utilisera-t-il l'un ou l'autre, ou un troisième encore ? Personne ne peut le dire. C'est lui qui décidera. Mais ces deux fers, de toute façon, sont destinés à forger la même politi-

Dans cette période de crise, il n'y a qu'une seule façon de servir les intérêts de la bourgeoisie, c'est celle qui consiste à réduire la part de revenu de la classe ouvrière afin d'augmenter celle des possédants. C'est ce que fait ce gouvernement qui se prétend de gauche mais mène une politique de droite.

Cette politique, bien sûr, rend les ministres impopulaires, comme tous les ministres. Et les candidats des partis de gauche, qui cautionnent le gouvernement, peuvent le payer aux élections municipales. Ils peuvent perdre des voix, et des mairies.

La droite, bien sûr, n'aime pas la gauche ; elle rivalise avec elle pour les mêmes postes offerts par la bourgeoisie, et elle se servira des bulletins de vote contre le gouverne-

Mais les travailleurs, les petites gens de gauche, que peuvent-ils faire? Eux qui sont les premières victimes de l'austérité imposée par le gouvernement, ne peuvent-ils pas, eux aussi, se servir à leur façon du bulletin de vote? Ne doivent-ils pas l'utiliser pour critiquer ce gouvernement, pour dire qu'ils ne veulent pas plus de l'hypocrisie de Mauroy que du cynisme de Rocard, pour dire qu'ils ne sont pas d'accord avec la politique que tous ces prétendus socialistes ou prétendus communistes mènent en leur

Les travailleurs qui ne sont pas d'accord avec cette politique de droite doivent le faire savoir. Le bulletin de vote ne sert pas à grand-chose, mais il peut servir au moins à dire ce que l'on pense, tout ce que l'on pense, à condition de ne pas se le laisser prendre des mains par le Parti Socialiste et le Parti Communiste qui sont devenus des partis gouvernementaux.

Oui, il faut que le gouvernement soit critiqué sur sa gauche; il ne faut pas que les travailleurs donnent leurs voix à des candidats de partis dont les ministres ont participé au blocage des salaires, à la diminution des indemnités de chômage, aux cadeaux sans retour faits aux possédants. Il ne faut pas que les travailleurs donnent leur confiance et leur approbation à un gouvernement qui n'ose pas dire à quelle sauce de rigueur les travailleurs seront

Oui, il faut qu'il apparaisse clairement, dans ces élections, que ce gouvernement n'est pas plus celui du peuple de gauche que les gouvernements de droite qui l'ont précédé.

Dans les villes du pays où Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire présentent des listes «La voix des travailleurs contre l'austérité », les travailleurs pourront voter vraiment à gauche tout en votant contre le

Et là où ces listes ne seront pas présentes, eh bien, les travailleurs ne devront pas hésiter à exprimer leur désaveu du gouvernement en marquant sur un bulletin de vote de gauche « Non à l'austérité » ; « Non à la rigueur Rocard » ; « Non à l'hypocrisie Mauroy » ; « Non à la gauche qui fait la politique de la droite », ou toute autre formule bien sentie qu'ils auront sur le cœur.

Arlette LAGUILLER

Hernu devance toujours l'appel!

Deux officiers, un capitaine, Jean Ducret, et un lieutenantcolonel, Philippe Debas, viennent d'être sanctionnés.

Ces deux officiers avaient fait paraître, dans Le Monde du 18 janvier, deux articles où ils dénonçaient la hiérarchie mili-

le droit à la différence, écrivait par exemple Jean Ducret, dans sa grande majorité, elle est raciste, déteste les intellectuels et méprise la démocratie ». Et il poursuivait : « La plupart des militaires... refusent d'accepter la société française telle qu'elle est. Ils méprisent les hommes politiques et leurs bavardages qu'ils jugent inutiles. Depuis le 10 mai 1981, la tendance s'est accentuée, aucun membre du gouvernement n'échappant aux critiques et aux insultes... L'ambiance fasciste existe. Elle est le trait dominant dans des grands commandements et les postes essentiels où existe une sorte de coopta-

Quant à Philippe Debas, il s'en prenait surtout à l'interdic-

tion de fait, sinon de droit, de devient celle du silence. toute expression libre à l'intérieur de l'armée, dénoncant « l'entreprise d'abêtissement » et l'incompétence des chefs.

Ces deux officiers savent de quoi ils parlent. Le premier, qui doit quitter l'armée active, fait un stage de reconversion au ministère de l'Intérieur. Le second était en poste à la direction de l'Enseignement militaire supérieur. Tous deux sont anciens élèves de Saint-

Mais pour avoir parlé — ou plutôt écrit - ils sont aujourd'hui sanctionnés. Philippe Debas est muté au Service historique de l'armée. Jean Ducret est l'objet d'une procédure disciplinaire engagée par le ministère de la Défense.

Cela avec l'aval du ministre, Hernu, dont les services rappellent, à cette occasion, que si, d'après la loi, « tout officier peut écrire ce qu'il, veut, où il veut », il doit néanmoins, comme tout fonctionnaire, respecter «l'obligation de réserve ». Une obligation qui, aux mains des militaires,

Ces deux officiers ont peutêtre cru qu'avec un gouvernement de gauche, et un ministre de la Défense socialiste, ils pouvaient dire tout haut ce que tout le monde sait de l'esprit de caste réactionnaire de l'armée.

Mais avec la gauche au gouvernement comme avec la droite, c'est toujours la hiérarchie militaire qui commande. L'armée réactionnaire persiste, et le ministre, Hernu, signe.

Une bonne partie de la haute hiérarchie militaire ne ménage pas ses critiques, à l'égard du gouvernement de la gauche: « Le commandement laisse faire, quand il n'encourage pas, puisqu'un chef de corps a, tout récemment, autorisé un officier supérieur à lire un tract antigouvernemental au cours d'une réunion de travail des officiers de son régiment », écrivait Jean Ducret dans son article.

Mais si la hiérarchie militaire ne ménage pas le gouvernement de gauche et méprise probablement Hernu, ce dernier, lui, ménage l'armée au point de laisser sanctionner des officiers qui ont pris fait et cause pour le gouvernement!



dernu voit les choses de la même façon que les militaires.

Chômage en baisse ou trucages en hausse?

D'après le ministre de l'Emploi, Le Garrec, le nombre des chômeurs aurait diminué en janvier, par rapport au mois précédent, de 0,1 % en données brutes, et de 0,4 % en données corrigées.

Comme c'est le quatrième mois consécutif que les services officiels publient ainsi des chiffres en baisse, le gou-

Evidemment, en période électorale, même si c'est maigre, ça peut faire bonne impression.

Mais à ce rythme-là, il faudrait au minimum vingt ans pour résorber complètement le chômage!

Et surtout, quel crédit accorder à ces chiffres ? Lors de la précédente publication des chiffres officiels, Le Canard Enchaîné avait dénoncé les multiples expédients et maquillages utilisés par le gouvernement pour dégonfler les chiffres.

Alors, la baisse enregistrée à nouveau mesure-t-elle autre chose que l'efficacité de ces magouillages? Car du côté des patrons, rien n'a changé: ils continuent, sous prétexte de productivité, à ne pas embaucher, et à licencier. Et c'est bien là qu'est le pro-

MUNICIPALES:

Si ne pas voter pour la gauche, en votant pour l'extrême-gauche ou en s'abstenant, c'est favoriser la droite, à qui la faute?

Les prochaines élections municipales seront les premières dans lesquelles s'appliquera la nouvelle loi électorale promulguée par le gouvernement de Pierre Mauroy.

Avant leur élection, les dirigeants socialistes promettaient le retour au système proportionnel dans les élections municipales, régionales, ou même législatives.

Dans ce domaine aussi, les dirigeants de la gauche ont eu une curieuse façon de tenir leurs promesses électorales. C'est ce que l'on constate à la lecture de la nouvelle loi.

Celle-ci comporte, certes, une petite dose de proportionnelle. Mais elle comporte surtout une forte dose de scrutin majoritaire, tout comme la précédente, assurant à la liste qui obtient 50 % des suffrages 75 % des sièges. Selon Gaston Defferre, il s'agit d'assurer « une majorité de gestion stable ».

En fait, les dirigeants socialistes ont gardé le système majoritaire qui pousse à la bipolarisation de la vie politique, en contribuant à faire que les partis se regroupent au sein de listes

susceptibles d'obtenir les fatidiques 50 %. Cette bipolarisation, engendrée par la réforme constitutionnelle de De Gaulle, correspond, depuis longtemps, aux souhaits de la bourgeoisie française. Elle correspond de plus aux intérêts de parti du PS qui, majoritaire au sein de la gauche, force ainsi le PCF à rechercher son alliance et à dépendre de lui.

En fait, la nouvelle loi ne fait que corriger un peu l'ancienne qui dans les villes de plus de 30 000 habitants, excluait totalement les candidats des listes minoritaires du Conseil municipal. Maintenant, ceux-ci auront droit à des sièges... à condition toutefois d'avoir plus de 5 % des voix. Et là aussi, cette clause vise à exclure les minorités - écologistes, extrêmegauche - des Conseils municipaux ou à dissuader les électeurs de voter pour elles sous le prétexte qu'il s'agirait d'un « vote inutile », voire dans le cas de l'extrêmegauche d'un vote pouvant « faire le jeu de la droite », en retirant des voix à la gauche et en lui ôtant des chances de passer la barre des 50 %, sans pour autant donner lieu chose »!

susceptibles d'obtenir les à l'élection d'autres conseilfatidiques 50 %. Cette bipolalers d'extrême-gauche.

Mais alors, qui fait le « jeu de la droite »... sinon les dirigeants du PS et du PCF qui ont voté cette loi, une loi tout aussi anti-démocratique que l'ancienne qu'ils dénonçaient? Et qu'est-ce qui les empêchait donc de voter la loi la plus démocratique possible dans le cadre actuel, celle qui comporterait une élection des Conseils municipaux à la proportionnelle intégrale, sans restriction et sans « barre » à franchir?

En fait, les dirigeants de la gauche veulent continuer, parce que c'est leur intérêt et celui de la bourgeoisie française, à enfermer le jeu politique dans le carcan de la bipolarisation entre droite et gauche, qui est tout... sauf réellement démocratique. Son but principal est d'écarter tous ceux qui n'accepteraient pas ce jeu et pourraient être, d'une manière ou d'une autre, les grains de sable dans les mécanismes bien huilés de cette soi-disant « démocratie représentative » laquelle on est assuré, comme on dit, que « plus ça change et plus c'est la même

Marielle LEMONNIER

D'une loi électorale à l'autre

Quelle était la précédente loi ?

C'est la loi du 27 juin 1964 qui a régi les trois derniers scrutins municipaux. Cette loi établissait un régime différent selon que les villes étaient supérieures ou inférieures à 30 000 habitants.

• Dans les communes de 30 000 habitants ou moins, l'élection se déroulait au scrutin majoritaire à deux tours, avec possibilité de panachage, de vote préférentiel, de fusions de listes et de nouvelles candidatures. Étaient proclamés élus au 1er tour les candidats - et non les listes entières - qui avaient obtenu la majorité des suffrages exprimés et le quart des voix des électeurs inscrits. Au second tour, les sièges en ballotage étaient attribués à la majorité relative. (Dans les communes de moins de 2 500 habitants, les candidatures ne formant pas une liste complète, ou même des candidatures isolées étaient admises).

• Dans les villes de plus de 30 000 habitants, l'élection se déroulait au scrutin majoritaire de liste à deux tours avec listes bloquées. Au premier tour, si une liste obtenait la majorité absolue des suffrages exprimés, elle était proclamée élue. A défaut, un second tour était organisé, auquel pouvaient seules participer les listes qui avaient obtenu au premier tour 12,5 % du nombre des électeurs inscrits. (Les fusions de

listes et les candidatures nouvelles étaient interdites entre les deux tours). Au second tour, la liste qui obtenait, sans autre condition, la majorité relative des suffrages exprimés était élue intégralement.

La nouvelle loi_

La nouvelle loi établit deux régimes différents : selon que les villes ont plus de 3 500 habitants ou non.

• Dans les villes de 3 500 habitants ou moins, en fait rien de changé par rapport à la loi précédente dans les villes de moins de 2 500 habitants

• Dans les villes de plus de 3 500 habitants, l'élection se déroule au scrutin de liste à deux tours. Au 1er tour, si une liste a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés, elle obtient à ce titre la moitié du nombre des sièges à pourvoir, les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle entre toutes les listes qui ont obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés (y compris celle qui a eu plus de 50 % des voix). Ainsi la liste majoritaire estelle assurée d'avoir au moins les trois quarts des

Si aucune liste n'a la majorité absolue, il y a un second tour. Seules peuvent s'y présenter les listes ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour. Les fusions entre les listes sont autorisées. Cependant les listes qui décident de fusionner doivent choisir la liste avec laquelle elles font alliance. Il est interdit aux candidats d'une même liste au 1er tour de figurer au second tour sur plusieurs listes, en se répartissant sur celles qui demeu-

rent en compétition.

A l'issue du second tour, la liste qui arrive en tête obtient à ce titre la moitié du nombre des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle entre toutes les listes, y compris celle qui est arrivée en tête, mais à l'exception de celles ayant obtenu moins de 5 % des voix.

Un exemple

Supppsons une ville de 75 000 habitants, où il y a 49 sièges à pourvoir, avec, au premier tour, trois listes en présence.

Supposons que la liste A fait 60,2 % des voix, la liste B 18,1 % et la liste C 21,6 %. La liste A obtient la moitié des sièges, soit 25, plus 60 % des 24 sièges restants, soit 15 sièges, et 40 au total. La liste B, 18,1 % de 24, soit 4 sièges et la liste C 21,6 % de 24, soit 5 sièges.

Autrement dit, la liste A, avec 60,2 % des voix, obtiendra 40 sièges sur 49... en toute démocratie!



Nous avons besoin de votre aide financière

Présenter des listes de candidats aux élections municipales coûte cher à une petite organisation comme la nôtre. C'est pourquoi nous avons lancé une souscription qui déjà a reçu bon accueil dans les entreprises et dans les quartiers.

Nous commençons ci-dessous la publication de la liste de ceux qui veulent bien nous aider. Nous n'en publions qu'un début. La suite viendra au prochain numéro. Mais d'ores et déjà nous remercions tous ceux qui nous aideront, même de leurs faibles possibilités financières.

Et nous demandons à tous ceux qui ne seront pas directement sollicités par des proches ou amis, et voudraient nous soutenir, d'adresser leurs versements à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10 R, avec la mention « Souscription municipales ».

Christian, 1 000 F - Christian Boulinier, Prof. Amiens, 150 F -PTT Archives: Gérard, 50 F - J. Michel, 50 F - Un sympathisant, 70 F - Un postier, 30 F -PTT Tri PLM: Un sympathisant de Clichy, 500 F -PLM, 20 F -PLM, 20 F - Daniel Fechtein, 50 F - A.C. Morisset, 100 F -Trolet. 100 F - Béasse, 100 F - La Rochelle, 60 F - Prep nuit D, 100 F -Martial, 10 F -Cohen, 10 F - Une personne pour soutenir ceux qui luttent. « Un travailleur de gauche », 200 F - J. Patrice, 50 F - Thierry, 10 F -Jeanne, 50 F - Des habitants de Drancy, 10 F - Un travailleur retraité, 10 F - Un tourneur de l'Alsthom, 20 F - Alla, 80 F - Mme Toulelle, 30 F - Massy: François, 50 F -LEP Aubervilliers: Anonyme, 500 F.

Bordeaux Chassagne Michel, 130 F - Linares, 300 F.

Pessac

Giraud, 10 F - Ruz, 5 F - Laprespende, 5 F - Jean, 1 000 F.

Lyon

Un sympathisant de la Drôme, 100 F - Marie-Jo, employée, 150 F -Pereira, RVI Vénissieux, 30 F -Annick, employée, 100 F - Un employé de RVI Vénissieux, 100 F -Un ouvrier RVI Saint-Priest, 10 F -Un ouvrier RVI Saint-Priest, 10 F -Un ouvrier RVI Saint-Priest, 20 F - Un travailleur immigré, 10 F - Un ouvrier RVI Saint-Priest, 10 F - Un ouvrier RVI Saint-Priest, 10 F - Un ouvrier RVI Saint-Priest, 10 F - M.P. Chazal, 100 F -Solange Petiaud, 300 F - N.B., 100 F - Riboulon Monique, 100 F -H.E.H. Lyon: Misiaszeck Annie, 30 F - Cristini Janine, 20 F - Las M.Paule, 50 F -Grataloup Denise, 20 F - Cao My Ha, 20 F - Fioger Jacqueline, 20 F -Chaffiotte Pascale, 20 F - Barut Marijo, 20 F.

Rillieux, Crédit Lyonnais

Sympathisant, 30 F - Sympathisante, 30 F - Crédit Lyonnais Rillieux, 30 F - Marché Rillieux, 5 F -BNP Ecullex, 50 F.

Alsthom Atlantique Villeurbanne C. employée DA, 15 F - JP technicien DA, 20 F - MT employée DA, 10 F - E.A. employée DA, 20 F -MJF employée AA, 30 F - JR, employée AA, 20 F - A. employée AA, 10 F.

Valence

Soutien, 20 F - Soutien, 20 F - Mère de militant, 150 F - Je suis d'accord avec les gens qui militent, 10 F.

Mulhouse

M. Mme Belot, 20 F - Instituteur, 350 F.

Besançon

Mme Breuzin, 100 F - Mme Faille, 100 F - Lefort Annie, 20 F - Grossmann Pierre, 30 F - Chantal, 100 F -Une A.S., 50 F - Une infirmière, 50 F.

Dijo

Une prof., 100 F - Robitaille, 100 F -Un maçon, 30 F - Mme Ligot, 50 F - Mme Lappe, 50 F - Maucot Maurice, 50 F - Sympathisante, 120 F -Sympathisante, 600 F Sympathisant, 50 F - Cosentino Gorges, 150 F - Monique, 50 F -Parents sympa, 30 F - Guyot Patrick, 100 F -R. Chevalier, 50 F Edith, une ouvrière, 40 F - Une aide-soignante, 200 F - Mono, un ouvrier, 50 F - Un professionnel de Dijon, 50 F - Une OS télémécanique, 30 F - Corréia René, 20 F -Josiane, 50 F - Philippe, 50 F -Josette Rousselet, 150 F -Ghislaine, 50 F - Geneviève Cas, 500 F.

Orléans

Un instit., 100 F - Un comédien, 50 F - D. Navet, 50 F - Employé CCP, 50 F - E.B. emp. CHRO, 150 F - Ladon Andrée, 30 F - Bourreau Michel, 200 F - Un copain, 70 F.

Grenoble

Une enseignante, 100 F - Gérard Guillot, 50 F - Max IIIy, 50 F - Marlène Catherineau, 50 F - Françoise, 30 F - Chercheur CNRS, 50 F.

Marseille

Anne Roche, 200 F.

Le Havre

Colette Valat, 50 F - Bernardo, ouvrier, 50 F - Boufroupa S., enseignant, 20 F - J. Miron, surveillante, 10 F - I. Boury, surveillante, 30-F - Rousselet M.Paule, enseignante, 30 F - Andrieu P., employé Sécurité sociale, 100 F - A. Guard, surveillante, 10 F - Hafsasin, enseignant, 50 F - Delahaye Françoise, enseignante, 50 F - N'Guyen Chantal, enseign., 50 F - Le Pennuisic, infirmière, 30 F - Elboustani, enseignant, 20 F - Brassy, enseignant, 30 F - Gelas Hélène, bibliothécaire, 30 F.

Rouen

J. Blondel, 100 F - G. Varin, 40 F . -P. Michel, 100 F.

Souscription totale à ce jour : 12 250 francs.

a voix des travailleurs ntre l'austérité »

Présentées par la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière dans la campagne des municipales

Les élections municipales du 6 mars ne serviront pas seulement à désigner les conseillers municipaux. Elles sont présentées comme un duel entre la droite et la gauche et, sur ce terrain-là, elles ne laisseront aux travailleurs que le choix : ou d'approuver le blocage des salaires, les cotisations augmentées pour les retraités, la diminution de l'indemnisation du chômage, la retraite à 60 ans au rabais et toutes les mesures que le gouvernement de gauche a prises en faveur des possédants sous prétexte de réalisme ;

- ou bien de paraître condamner la couleur politique de l'actuel gouvernement. C'est pour donner aux travailleurs la possibilité d'exprimer ce qu'ils ont sur le cœur, par un vote qui ne sera ni une approbation de l'austérité gouvernementale, ni un désaveu du communisme et du socialisme, que Lutte Ouvrière a décidé, en commun avec la Ligue Communiste Révolutionnaire, de présenter des listes dans un certain nombre de grandes villes du pays.

Ces listes sont au nombre de 82. Bien des camarades et amis sont déjà en campagne. Un certain nombre de réunions publiques ont eu lieu, certaines avec la présence d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine.

Alors pour nous, révolutionnaires, ces élections ne sont qu'une péripétie. Les rendez-vous décisifs, pour les travailleurs, auront lieu sur le terrain social, sur celui de leurs luttes, et non dans les bureaux de vote où les isole la bourgeoisie.

Mais, dans cette compétition électorale, il est important cependant que les travailleurs puissent au moins donner leur opinion, qu'ils puissent faire entendre « La voix des travailleurs contre l'austérité », celle de gauche comme celle de droite. Et ils le pourront, là où sont présentes les listes de Luttes Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolution-

Villes où seront présentées des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité »

PROVINCE Agen Albi Alençon Alès **Amiens Bayonne** Belfort Besançon Blois Bordeaux **Bourges Brest** Carnoules (Var) Castres Cenon Chambéry Clermont-Ferrand Creil Dijon Dreux Grenoble

Joué-les-Tours

Le Havre Le Puy Lille Limoges Lyon 3e Lyon 8e Lyon 9e Marseille 1er Marseille 6e Martigues Montbéliard Montpellier Nancy **Nantes** Orléans Pau

Perpignan Pessac **Poitiers** Reims Rennes Roubaix Rouen

Saint-Chamond Saint-Nazaire Saint-Etienne-du-Rouvray Sotteville-lès-Rouen Strasbourg **Toulouse** Tours **Troyes** Vierzon

Villeurbanne RÉGION **PARISIENNE**

18e, 19e, 20e DANS L'ESSONNE: DANS LES HAUTS-DE-SEINE: Clichy Gennevilliers Issy-les-Moulineaux

PARIS 11e, 13e, 14e,

Levallois Malakoff **Nanterre**

DANS LA SEINE-SAINT-DENIS: **Aubervilliers** Aulnay-sous-Bois **Bobigny** Les Lilas Saint-Denis Saint-Ouen

DANS LE VAL-DE-MARNE: Créteil Villejuif Vitry DANS LE VAL-D'OISE : Argenteuil **Pontoise DANS LES YVELINES:** Houilles **Trappes**

MEETINGS DE **SOUTIEN AUX LISTES** « LA VOIX **DES TRAVAILLEURS** CONTRE L'AUSTERITE »

Avec Alain Krivine et Arlette Laguiller

ROUEN: le mercredi 23 février à 20 h 30 salle Sainte-Croix-des-Pelletiers. NANCY: le vendredi 25 février à 20 h 30 salle Raugraff, 20 rue des Ponts.

Avec Arlette Laguiller

CREIL: le samedi 19 février à 20 h 30

Maison Creilloise de Loisirs (au Plateau), 30 rue de

la Maternité (derrière le Bd Jean-Boin).

DIJON: le lundi 21 février à 20 h 30 salle Devosge

SAINT-NAZAIRE: le mardi 22 février à 20 h 30

à la Maison du Peuple, place Marceau.

BELFORT : le jeudi 24 février

Centre culturel des Résidences, rue de Madrid. LES LILAS : le samedi 26 février

salle Romain-Rolland, rue Romain-Rolland, à côté de la Mairie.

BORDEAUX : le lundi 28 février à 20 h 30 salle Saint-Augustin, place de l'Eglise Saint-

Augustin. TOURS: le mardi 1er mars à 20 h 30

salle Balzac, rue Léonard-de-Vinci. LYON: le mercredi 2 mars à 20 h 30

Mairie du 6e arrondissement, rue de Sèze,

M° Masséna.

LILLE: le jeudi 3 mars à 20 h

Maison de l'éducation permanente, pl. George-Lyon

Avec Alain Krivine

LEVALLOIS: le lundi 21 février GENNEVILLIERS: le lundi 21 février VITRY: le mardi 22 février à 20 h 30

école Marcel-Cachin, 91, rue Lagaisse.

SAINT-OUEN :

SAINT-DENIS de jeudi 24 février

CLERMONT-FERRAND: le vendredi 25 février à 20 h 30 Maison du Peuple.

MARSEILLE: le lundi 28 février à 20 h 30

salle Vallier.

TOULOUSE : le mardi 1^{er} mars à 20 h 30 Salle des fêtes de la piscine municipale.

GRAND MEETING A PARIS

De la liste « La voix des travailleurs contre l'austérité »

avec Alain Krivine et Arlette Laguiller

Vendredi 4 mars à 20 h 30

Sous chapiteau face au n° 149 av. de Choisy Métro Tolbiac ou Place d'Italie

Avec les candidats têtes de liste dans la ville

ARGENTEUIL : le lundi 21 février à 20 h 30

salle Paul-Vaillant-Couturier, rue de l'Abbé-

Fleury (en face du cinéma Gamma).

LE HAVRE : le jeudi 24 février à 20 h 30 salle François-1er.

JOUÉ-LES-TOURS: le jeudi 24 février à 20 h 30 salle de l'Hôtel-de-Ville.

CHAMBÉRY: le jeudi 24 février à 20 h 30 salle des Allobroges.

REIMS: le vendredi 25 février à 20 h 30

salle Boulin.

SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY : le mardi 1er mars à 20 h 30 Centre Désiré.

ORLÉANS: le mardi 1er mars à 20 h 30

salle des Carmes.

TROYES: le mercredi 2 mars à 20 h 30 Bourse du Travail.

SAINT-CHAMOND: le jeudi 3 mars à 20 h 30

Maison des Sociétés.

LIMOGES: Le jeudi 3 mars à 20 h 30 Salle J.P. Timbaud.

STRASBOURG: le vendredi 4 mars salle A, Maison des syndicats, rue Sedillot.

Le ridicule sans frontières!

Pierre Juquin, membre du Bureau politique du Parti Communiste Français, est l'auteur d'un ouvrage qui vient de paraître aux Editions Sociales: Produire français, le grand défi.

Juquin se présente comme un citoyen ordinaire — pas un économiste — qui s'interroge sur les destinées de son pays. Et se lamente: Pourquoi ne fabriquons-nous pas de magnétoscopes? Pourquoi achetons-nous des vêtements et des chaussures en Italie? Pourquoi Fitermann lui-même achète-t-il des autobus à l'étranger?

Et d'enfiler, comme des perles, la liste de tout ce que nous pourrions fabriquer français, du camembert au caleçon, et que nous achetons ailleurs, tandis que des entreprises françaises ferment.

Nous ne nous prononcerons pas ici sur le fond de l'ouvrage, qui en manque d'ailleurs.

A vrai dire, nous nous som-

mes arrêtés, à la page 8, devant ces lignes : « Encore une entreprise moyenne de l'Est, à cheval sur l'Alsace et les Vosges. C'est Holweg, usine centenaire qui fournit des machines performantes pour transformer, imprimer, ennoblir le papier. Même histoire, le patron ferme. Au pays de Gutenberg, place nette aux machines allemandes? Holweg aurait pourtant pu être sauvé grâce... ».

Et alors, un doute affreux : la France, pays de Gutenberg ?

Le Petit Larousse illustré, édition de 1977, écrit, au nom Gutenberg: « Gutenberg (Johannes Gensfleisch, dit), imprimeur allemand, né à Mayence (entre 1394 et 1399, mort en 1468). Il étail à Strasbourg en 1434. Vers 1440, il découvrit la typographie (ou la composition par caractères mobiles). A Mayence, dès 1448, il s'associa avec J. Fust et imprima la célèbre Bible dite à 42 lignes ».



Pierre Juquín: « Et Dupont de Nemours et le général Motors, ils ne seraient pas français par hasard? » (Ph. AFP)

Alors, de deux choses l'une : ou bien le *Petit Larousse* est vendu aux Allemands, ou bien Pierre Juquin, agrégé de l'Université française, se fout de ses lecteurs!

Les derniers tenants du mariage!

Le théologien suisse Hans Küng est revenu, dans une interview à un grand quotidien allemand, sur son dada: sa critique fervente du célibat des prêtres.

Crise de vocation dans l'Eglise catholique? Non, dit-il: « Nous ne manquons pas de prêtres, nous manquons de volonté pour le célibat »! La foi est-elle tombée si bas? Est-ce vraiment l'explication de la crise de vocations qui fait que dieu — paradoxe! — reste le seul patron qui ne trouve pas de personnel qualifié à embaucher?

Mais Küng est-il d'avantgarde, ou d'arrière-garde, finalement? Car bien des prêtres, on s'en doute même s'ils ne sont pas de nos fréquentations, se débrouillent, dans une divine illégalité, pour ne pas faire totale abstinence sur certaines nourritures terrestres et connaissent le septième ciel, sans bénédiction préalable.

Mais l'Eglise catholique retardera toujours d'un métro. Quand personne ne se mariera plus devant monsieur le curé ou monsieur le maire, ses prêtres, eux, en seront encore là. Ce seront peut-être les derniers sauveurs de la sainte institution du mariage!

S'ils se marient, ils se reproduiront plus vite?

(Ph. AFP)

Nous sommes tous des J.R.?

« Le livret d'épargne populaire, ce n'est pas un puits de pétrole, mais c'est une grande idée pour les petites économies » !

C'est sur ce thème, musique de Dallas et voix de JR à l'appui, que le ministère de l'Economie et des Finances a fait de la publicité, du 2 au 17 février, sur les ondes de diverses radios, pour son « livret d'épargne populaire », dit encore Livret Rose, celui dont

le taux d'intérêt serait indexé sur l'évolution du coût de la vie.

Bien sûr, elle a besoin de pub, cette trouvaille... parce que ceux qui ne paient que 1.130 F d'impôts et peuvent épargner sont rares! Le gouvernement dit vouloir permettre à « l'argent durement gagné d'être enfin gagnant », mais c'est bien intrépide, dans cette société où généralement, plus durement on gagne son argent, et moins on en gagne!

Alors, restait cette ultime tentative: faire que les petits retraités, les chômeurs, se prennent pour des milliardaires texans; que les gagne-petit français se prennent pour des rois du pétrole!

Les auditeurs auraient reconnu à 50 % Dallas, immédiatement. D'accord. Mais d'ici à ce que ça les ait dégoûtés définitivement de faire crédit au gouvernement, même de 10.000 ou 20.000 balles!

Et hennir de plaisir!

Le steaple-chase de la police irlandaise à la poursuite de Shergar, le cheval le plus cher du monde (10 millions de livres, soit 110 millions de francs), se poursuit à bride abattue. Les policiers britanniques en seraient à examiner le crottin, pour essayer de repérer la marque de l'étalon enlevé la semaine dernière. Mais pour l'instant, ils sont toujours dans la m...

Le cheval Shergar appartient à une sorte de société par actions: il y a 40 parts à 250.000 livres l'une, et l'Aga Khan en possède 6. Cela fait cher l'entrecôte, surtout que la bête est source de revenus non négligeables: à chaque saillie, les propriétaires empochent 30.000 livres, plus autant si la saillie réussit!

Alors, la dernière hypothèse est que les petits malins qui ont enlevé Shergar sont en train de s'en servir pour cela.

Notre société est humaine pour les animaux. Même kidnappés, les étalons sont mieux



Un maître étalon

traités que les hommes d'affaires. On ne les torture pas, on ne les mutile pas. On les fait bander.

Il est vrai qu'à coup sûr ça améliore la race chevaline, alors qu'utiliser à de telles fins certains banquiers ou hommes politiques n'améliorerait pas la race humaine!

Médecine libérable

Décidément, il se passe bien des choses à la prison des Baumettes, à Marseille. Son médecin-chef, Alain Colombani, a été inculpé et mis sous les verrous!

Il est accusé d'avoir falsifié le dossier médical de Robert Kéchichian, trafiquant de drogue, d'avoir inventé un cancer pour rendre la liberté à son patient impatient.

Il est accusé aussi d'avoir proposé des libérations pour raisons médicales, en échange de sommes d'argent.

Si encore ce médecin avait agi par haine de l'institution carcérale, pour permettre à certains d'y échapper! Mais non, c'était pour de l'argent!

On les voit, les effets dégradants de la médecine libérale, une médecine pour les riches!

Oui, il est important pour les jeunes en mobylette de porter un casque!

Un policier, Jean-Paul Lapeyre, a blessé grièvement à la tête un gosse de 17 ans, un jeune Tunisien, à Châtenay-Malabry. Il roulait en mobylette sans casque!

Probablement affolé à l'idée d'un simple contrôle policier — toujours dangereux quand on est jeune et maghrébin — Nasser M'raidi s'est enfui. Il a été pris en chasse par la voiture de police, rattrapé, et Jean-Paul Lapeyre, nullement menacé pourtant, lui a tiré une balle de magnum 357 en pleine tête.

Encore une bavure, dit-on. Elles se suivent et se ressemblent. Comme par hasard, la victime est jeune. Comme par hasard elle a la peau brune. Comme par hasard, le policier affirme qu'il a tiré « accidentellement ». Comme par hasard, on a retrouvé 1,6 g d'alcool dans son sang.

Jean-Paul Lapeyre a été inculpé d'homicide volontaire. Il sera jugé, peut-être mis en

prison. Mais, la police étant ce qu'elle est, cela ne met pas les jeunes à l'abri.

MORCEAUX CHOISIS

Un Anglais, ancien militaire, ancien flic, ancien vigile et toujours fou, vient d'être arrêté pour avoir tué seize vagabonds. Il les étranglait, les découpait en morceaux (il est aussi ancien boucher) et se débarrassait des morceaux en les faisant bouillir, ce qui est typiquement britannique.

La grande presse à sensation a fait de gros titres sur cette sordide affaire. Elle a tout raconté dans le menu. Mais on voit tellement pire, au cinéma ou à la télé, que l'affaire n'est pas restée bien longtemps à la Une.

Pauvres journalistes!

De la droite à dormir debout...

Il y a ces temps-ci deux caté gories d'hommes politiques de droite: les hommes d'action hommes de terrain, candidats aux municipales que l'or trouve généralement sur les marchés où ils viennent s'enquérir du prix des carottes ce qui attire des nuées de jour nalistes, et puis il y a les pen seurs théoriciens.

Le premier de ces derniers. c'est évidemment Alain Peyrefitte, l'auteur du très célèbre ouvrage Quand la Chine s'éveillera. Il vient d'en faire paraître un autre, au titre symétrique - faute d'imagination? -Quand la rose se fanera!

Attention, l'ouvrage qui se veut une critique approfondie de la gauche au gouvernement, est d'un abord difficile. D'ailleurs Peyrefitte lui-même, à un journaliste du Figaro-Magazine qui lui demandait pourquoi il écrivait debout, a avoué que c'était pour ne pas s'endormir!

Eh oui, une histoire à dormir debout sur toute la ligne. Selon Peyrefitte: «Les techniques que l'Union de la gauche a bel et bien commencé d'appliquer à la France ne diffèrent de celles mises en œuvre en Europe de l'Est que par le rythme, non la nature ». En associant le Parti Communiste au gouver-

nement, Mitterrand aurait fait entrer « le loup dans la bergerie ». Et pour preuve, Peyrefitte rappelle qu'en 1979, au congrès de Metz, le Parti Socialiste avait affirmé que « son objectif n'est pas de moderniser ou de tempérer le capitalisme, mais de le remplacer par le socialisme ».

Au chapitre des propositions, Peyrefitte n'écrit rien d'autre sur « désétatisation », la « dénationalisation », etc. que ce que l'on a entendu dire récemment à Chirac, à moins que Chirac n'ait rien dit d'autre que ce qu'il avait lu dans Peyrefitte.

Alors, seule originalité de Peyrefitte: l'analyse des raisons de la défaite de la droite en 1981. Il s'agirait, pour lui, d'une succession de méprises, dont l'origine est « le déficit en vocabulaire... cause de malentendu entre ceux qui ne s'en tiennent pas strictement au français fondamental, et ceux qui sont censés les comprendre... La télévision a sans doute bien amélioré les connaissances générales. Mais elle n'a pas augmenté le vocabulaire ni la capacité de compréhension... Comment le malentendu ne naîtrait-il pas d'un vocabulaire aussi restreint?»

... à la droite qui attend couchée...

Alors, comme une réponse directe à l'ouvrage de Peyrefitte, quelqu'un qui se cache sous le pseudonyme de « Caton » (de « Caton le Censeur », célèbre pour avoir lutté pour la pureté des mœurs des Romains... ce qui ne l'empêchait pas d'être l'un des plus implacables spéculateurs de son époque), écrit, lui, dans un ouvrage intitulé De la reconquête que « pour vaincre la gauche, il faudra se débarrasser de la droite »!

Cet ouvrage se veut une sorte de manifeste de la « droite intelligente », une droite que la défaite électorale de 1981 n'a pas fait sombrer dans l'hystérie (le contraire de Peyrefitte, c'est ça?)

Alors, sur un ton de lucidité désabusée, cet énigmatique personnage qu'on imagine allongé à la romaine, explique à ses « chers conservateurs, mes compagnons », que la gauche au pouvoir n'est pas le goulag; que Mitterrand n'est pas l'otage du marxisme, qu'il ne faut pas s'inquiéter du Parti Communiste qui a toujours pesé pour maintenir l'ordre social, ni de la CGT, bien plus attachée à la défense de sa bureaucratie syndicale qu'à transformer le système et que finalement, les socialistes font aujourd'hui la politique que la droite aurait dû mener si elle moins bête que les autres, si ça était restée au pouvoir. Bref, dit-il à ses amis, que la gauche se salisse les mains à supprimer l'indexation des salaires, à

rogner sur la Sécurité sociale sur les retraites, à faire payer les fonctionnaires, à cristalliser la colère des différentes catégories sociales contre les temps difficiles. Et l'heure de la droite sonnera à nouveau, à condition qu'elle sache attendre, qu'elle ne se déconsidère pas trop en prenant ouvertement les gens pour des imbéciles, qu'elle trouve un sauveur tout neuf, crédible, et qu'elle ait enfin des idées!

Pour étayer sa démonstration, Caton ironise sur les retournements de veste et sur les hypocrisies des dirigeants de la droite, entre autres de Chirac. Il rappelle que Giscard fut le promoteur de l'accord avec l'URSS sur le gaz sibérien, pour le reprocher ensuite à Mitterrand!

Alors, « Chers conservateurs, mes compagnons », ne jouons pas les roquets, ça ne fait pas sérieux, il faut prendre son temps... et de conclure, sur un mode qui se veut réactionnaire et anti-ouvrier: « Il faut être clair : le jour où les travailleurs et les employés sauront qu'ils peuvent se passer de notre commandement, ce jourlà sera le début de la fin. Dieu merci, nous en sommes encore loin!»

Alors, qui est-ce, ce Mon-sieur X? Un homme de droite, existe? Ou un loufoque qui a voulu rire de la droite?

L'un ou l'autre est possible. Claude CHARVET

contre le clan des Marseillais!

Le clan des Parisiens

La campagne électorale tourne aux histoires à la Clochemerle. Chirac est allé le samedi 12 février à Marseille pour attaquer violemment Defferre. Tout y est passé: les charcutages électoraux, le chômage, la pègre marseillaise, les 40 employés de la municipalité emprisonnés aux Bau-

mettes pour l'affaire des fausses factures. Et pan pour Def-

Ce sur quoi le maire de Marseille a balancé à Chirac le SAC, la tuerie d'Auriol, les affaires immobilières.

Bref match nul... ou match de nuls?

Chirac: de destin national en destin municipal!



Chirac s'est déjà rendu populaire à Paris avec ses motos ramasse-crottes, ses bennes vertes à ordures, son forum des Halles, quelques rues piétonnières, ses sanisettes payantes et toute la quincaillerie publicitaire de son ami Decaux. Mais, s'il est réélu, il promet plus: la place de la Concorde transformée en promenade, un deuxième pont d'Austerlitz, des carrefours réaménagés, 20 000 arbres nouveaux des « coulées vertes » de

la Bastille au bois de Vincennes et des Buttes-Chaumont à la Villette ainsi que de nombreux squares, des places pour tous les petiots dans les crèches et les écoles maternelles...

Et comme Chirac pose la candidature de la capitale aux Jeux Olympiques de 1992, sous son règne et son éventuel second mandat municipal, Paris deviendra tout à la fois Paris-piéton, Paris-bagnole, Paris-écologie, Paris-jeunesse, Paris-vieillesse,

handicapés, Paris-beauté, Paris-olympique!

Et tout cela, sans qu'il en coûte un sou de plus aux contribuables parisiens!

Et ça, au moins, c'est une vraie campagne électorale, avec des promesses, de la démagogie, des petites filles qu'on tient dans ses bras comme le montre la pnoto ci-dessus.

Il est champion, Chirac!

L'ex-maire d'Aix!

« Joissains, c'est plus sain »: c'est sur ce thème (de la même veine, il faut dire, que « Paris Quilès, Paris tendresse »...) que le maire UDF Alain Joissains avait fait sa campagne aux dernières élections municipales à Aix-en-Provence. Depuis, les choses se sont gâtées, et la révélation d'une série de scandales - arrivée juste à point à la veille des municipales - a fait craquer Joissains. Contre son gré, et apparemment sur l'insistance de certains de ses amis politiques, il a fini par retirer sa candidature aux prochaines élections municipales

Là aussi, il y avait eu un tra-

fic de fausses factures signées par plusieurs entreprises de la ville pour financer la campagne du maire sortant. Puis l'affaire de la villa du beau-père du maire, construite à titre grâcieux par des entreprises qui obtenaient en retour d'importants contrats de travaux avec la mairie: la construction d'un CES, la construction d'un tronon d'autoroute ou la construction d'une zone d'aménagement à caractère privé. Joissains a donc été prié par ses amis de laisser la place et il y a désormais foule pour la pren-

Car il y a la femme de Jois-

sains qui sera sur la liste d'opposition. Et puis son ami, Jean-Pierre Peretti, UDF aussi, qui le remplacera en tête de liste - Joissains a recommandé son dauphin aux Aixois en le présentant comme « le héros le plus authentique de l'Algérie française ».

Bref, tout est bien qui finit bien. Et à la cérémonie d'adieux, Joissains et Peretti se sont quittés très bons amis, comme on peut le voir sur cette

Cocu politique, Joissains,



Le gouvernement de Begin restera en place et le ministre de la Défense Ariel Sharon restera ministre, même si officiellement il n'est plus celui de la Défense, mais un ministre sans portefeuille. Telle est l'issue, au moins pour l'instant, de la crise politique ouverte en Israël le 9 février par la publication du rapport de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila.

La semaine dernière, ce rapport avait fourni matière aux commentaires de nombreux journalistes vantant la « démocratie israélienne » qui, selon eux, aurait donné une leçon au monde entier en permettant la publication de ce rapport qui a mis en cause le comportement du gouvernement en place, dans une guerre encore en

Mais l'issue de la crise montre plutôt que la démocratie en question est de moins en moins réelle. Que le gouvernement se maintienne après qu'une commission d'enquête officielle a conclu à sa responsabilité dans des massacres qui ont soulevé une réprobation sans précédent dans le pays - et même dans le monde entier -, n'est-ce pas une façon provocante d'affirmer que l'on se moque bien des protestations et des enquêtes, et que les hommes au pouvoir ont décidé d'y rester, envers et contre tout?

Sans doute, depuis longtemps déjà, le régime israélien se comporte comme une dictature à l'égard de la population arabe: les Arabes palestiniens d'Israël et des territoires occupés ne sont que des citoyens de seconde zone, soumis en fait à la seule loi militaire et privés des droits élémentaires. Mais, vis-à-vis de la population juive israélienne elle-même, le régime gardait des aspects démocratiques, sensibles jusque dans l'armée elle-même.

C'est que la politique des dirigeants du pays reposait sur une approbation générale de la population. La politique guerrière, en particulier, était acceptée tant qu'elle pouvait apparaître justifiée par la nécessité de défendre un pays entouré d'ennemis. Et, pendant des années, les dirigeants israéliens ont effectivement réussi à dissimuler aux yeux de la population leur politique agressive, sous les apparences d'une politique de simple défense de la sécurité d'une population de toute façon acquise à la politique sioniste de colonisation de la Palestine par les colons juifs venus d'Europe, d'Amérique ou du bassin méditerranéen.

La crise politique et la guerre au Liban



Le 14 février au Parlement israélien, lors du vote pour démettre Sharon de son ministère de la Défense (Ph. AFP)

C'est cela qui a commencé à changer avec le prolongement de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, depuis 1967, et le pourrissement de la situation dans ces territoires occupés par l'armée israélienne. marqué notamment par les importantes manifestations anti-israéliennes du printemps dernier. Mais c'est surtout la guerre du Liban, depuis juin 1982, qui a accéléré la dégradation politique en Israël.

LE TOURNANT DE LA GUERRE DU LIBAN

Car, en se lançant dans la guerre du Liban, la bourgeoisie israélienne ne s'est pas embarrassée de prétextes. L'importance des territoires conquis et de leur population, l'importance des destructions causées, les bombardements meurtriers et systématiques ont montré que, cette fois, elle était montée d'un degré dans sa politique d'agression.

Il s'agit, à l'échelle des petits pays comme Israël et le Liban, d'une politique d'agression et de conquête impérialiste comme on n'en avait pas connu, en fait, depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et cette fois, il est apparu clairement à une large fraction de la population israélienne que ses dirigeants avaient choisi de l'entraîner, sciemment, dans une aventure militaire sans fin.

Dès le mois de juin, d'importantes manifestations contre la guerre se sont produites.

Des critiques à l'égard des objectifs de guerre se sont fait entendre jusque dans les rangs de l'armée, accompagnées d'un certain nombre de refus purs et simples de servir. En septembre enfin, la révélation des massacres de Palestiniens à Sabra et Chatila a créé un véritable choc politique. Un large courant d'indignation a traversé la population israélienne qui a manifesté son horreur pour ce que ses dirigeants avaient fait et couvert au Liban.

Mais des hommes comme Begin et Sharon, en prenant la décision de mener la guerre du Liban, étaient sans doute bien conscients qu'elle impliquait, à plus ou moins court terme, des affrontements politiques au sein de la population juive israélienne elle-même. La conduite d'une guerre de conquête implique la transformation du peuple israélien en un peuplesoldat, condamné à occuper et à défendre des territoires de plus en plus étendus malgré l'hostilité de leur population. Ils savaient bien qu'une large fraction de la population israélienne n'était pas prête à accepter cette perspective sans réagir. Et ils savent aussi que, s'ils veulent poursuivre et amplifier cette politique guerrière, ils doivent se donner les moyens de contraindre cette fraction de la population à se soumettre à la guerre, à accepter de supporter les sacrifices économiques qu'elle implique et de payer le prix du sang sur les champs de bataille du Proche-Orient.

LA BASE DE LA CRISE POLITIQUE ISRAÉLIENNE

Sans doute, pour une partie de la population, la contrainte n'est pas nécessaire. Les Begin et les Sharon développent la mythologie du « grand Israël », tandis que des groupes d'extrême-droite et des extrémistes religieux développent des théories ouvertement racistes à l'égard des peuples arabes ou s'appuient sur la Bible pour proclamer que le peuple israélien est un « peuple élu » qui a tous les droits sur ses voisins. Mais cette propagande aux relents racistes et fascistes, voire nazis, si elle a prise sur une partie de la population, a tout de même bien du mal à être acceptée par celle-ci tout entière, dans un pays dont le peuple reste profondément marqué par l'holocauste nazi.

C'est cette situation qui est à la base de l'actuelle crise politique israélienne. Parce que la guerre du Liban dépasse largement, par son ampleur et par ses objectifs, toutes les guerres menées auparavant par la bourgeoisie israélienne, une fraction de la population s'est dressée contre elle ou au moins contre ses conséquences. Le pays a commencé à connaître des affrontements entre deux fractions de la population juive, comme il n'en a jamais connu auparavant. Et face à cela, les hommes au pouvoir se sont montrés bien plus provocants, plus cyniques à l'égard de cette fraction de la population israélienne qu'ils n'avaient jamais osé le faire dans le passé, bien plus méprisants à son égard et par la même occasion à l'égard des hommes politiques ou des parlementaires qui, tels les dirigeants travaillistes, cherchaient à se faire les porteparole des opposants à la querre, ou à les utiliser.

Les hommes de l'opposition israélienne ont déploré l'accroc fait par Begin et Shaélevé, pour enchaîner leur peuple à leur fuite en avant guerrière, les dirigeants israéliens ont besoin de passer outre aux mouvements de refus, aux protestations, et aux relais que ceux-ci peuvent trouver dans la presse, dans les institutions politiques « démocratiques » elles-mêmes et dans les droits d'expression et de manifestation qu'elles garantissent. Leurs buts de guerre impliquent une militarisation de toute la vie sociale, qui implique aussi la dégradation, voire la disparition des aspects démocratiques que le régime israélien conserve pour la population juive elle-même. Et des hommes comme Begin, et plus encore Ariel Sharon, s'affirment dès aujourd'hui comme les partisans conscients de cette évolution de plus en plus autoritaire, de moins en moins démocratique, de la société et du régime israélien lui-même.

LES TRAVAILLISTES DANS L'IMPASSE

Les dirigeants travaillistes, qui sont à la tête de la principale force d'opposition israélienne, essaient certes d'apparaître comme une alternative à Begin et Sharon. Mais c'est justement leur politique passée qui a permis le renforcement de la droite et son arrivée au pouvoir en 1977. C'est dire qu'ils sont bien incapables d'offrir une réelle alternative à la politique de celle-ci. Ils cherchent seulement à offrir une porte de sortie possible, au cas où la crise politique actuelle nécessiterait le remplacement de l'équipe dirigeante. Mais ils mèneraient à n'en pas douter la même politique agressive qui ne pourrait alors que déboucher sur un nouveau renforcement de la droite, un accroissement de l'instabilité politique et finalement un retour de la droite au pouvoir, dans le cadre parlementaire ou meme en dehors de celui-ci.

Mais il n'est même pas sûr que la bourgeoisie israélienne ait recours, fût-ce pour un temps limité, à un tel intermède travailliste. Sa politique actuelle requiert, bien plus, des hommes de droite ou d'extrême-droite comme Begin et Sharon. C'est ce qui rend ceux-ci aujourd'hui si provocants et sûrs d'eux-mêmes, tandis que les dirigeants travaillistes, eux, sont d'autant plus hésitants qu'ils se sentent, en fait, dans l'impasse politique.

Pour les travailleurs, pour la population israélienne, il est vital aujourd'hui d'abattre des hommes comme Begin et Sharon, mais sans pour autant faire confiance à des hommes

comme les dirigeants travaillisron à la « démocratie » israétes, qui ne pourraient que lienne et vu dans le mort qu'ont mener la même politique et causé les affrontements du 10 conduire à la même situation. février entre manifestants pro Sans cela, il est à craindre que et anti-gouvernementaux le la crise politique que vient de symbole d'une coupure politiconnaître Israël, après la publique qui atteint maintenant la cation du rapport de la compopulation juive israélienne mission d'enquête sur les maselle-même. Mais ces faits sont sacres de Sabra et Chatila, ne l'expression d'une nécessité: soit qu'une des premières étapour mener leur politique pes d'une tragique évolution. agressive à un degré plus



Répression anti-palestinienne à Naplouse en Cisjordanie. « Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre » (Ph. AFP)

Le glissement à droite de la société israélienne

Une semaine après la publication du rapport de la commission Kahane, enquêtant sur les massacres de Sabra et Chatila - et alors que le gouvernement Begin, soutenu par la majorité de la Knesset (le Parlement israélien) et une partie de l'opinion publique, s'asseoit ouvertement sur les conclusions de ce rapport -, l'impuissance de ceux qui croyaient que les institutions de la « démocratie » israélienne permettraient d'enrayer la politique militariste du gouvernement israélien apparaît au grand jour.

Bien sûr le gouvernement Begin, en place depuis 1977, est celui de la droite réactionnaire, nationaliste et chauvine ; Sharon est un général fascisant. Mais c'est depuis des années déjà, depuis la guerre des Six Jours en 1967, que toute l'évolution politique en Israël se traduit par le renforcement de la droite. Et c'est cette évolution qui permet aujourd'hui à Begin-Sharon de surmonter sans encombre l' « obstacle » du rapport de la commission Kahane.

Après l'écrasante défaite des armées arabes de 1967, l'armée israélienne est sortie a uréolée d'un prestige immense dans l'opinion publique. Et, surtout, elle s'est trouvée occuper et administrer des territoires arabes plus grands qu'Israël et presque aussi peuplés: le Sinaï et, surtout, la Cisjordanie et Gaza. Et très rapidement le gouvernement israélien s'est installé dans une situation d'annexion de fait.

Dès cette époque, des voix, peu nombreuses il est vrai, se sont élevées en Israël pour dénoncer les conséquences possibles d'une telle politique. « C'est au nom de notre intérêt le plus vital que nous devons rechercher au plus vite la voie d'un règlement pacifique nous permettant de rendre les terri-

toires occupés — la Cisjordanie et la bande de Gaza - à leur population ou au gouvernement jordanien suivant le libre choix des hommes qui habitent ces terres. Car maintenir sous notre domination une minorité nationale contre sa volonté mine le droit moral qui justifie l'existence de l'Etat d'Israël et finira par détruire les structures démocratiques de notre Etat », affirmait le manifeste du Mouvement pour la Paix et la Sécurité créé en juillet 1968.

Tout au contraire, c'est une politique de colonisation qui a été menée par le gouvernement israélien d'alors, gouvernement d'union nationale dirigé par les travaillistes. Cette politique s'est accompagnée du développement du chauvinisme et a fourni une base aux théories les plus réactionnaires, comme celles du « grand Israël », prônant une politique d'expansion au détriment des voisins arabes, théories que certains intellectuels n'ont pas hésité, en Israël même, à comparer à l'idéologie fasciste. L'un d'eux expliquait dans une conférence de presse en janvier 1968, qui à l'époque avait fait du bruit, que, en cas d'annexion des territoires occupés, l'Etat d'Israël « acquerrait les traits d'une forteresse assiégée où - tout comme en Afrique du Sud ou en Rhodésie - la démocratie intérieure, la liberté de la presse, toutes les libertés (pour tous, pas seulement pour les Arabes) seraient condamnées à disparaître. (...) Baignant dans un climat de fanatisme religieux et de nationalisme hystérique, Israël se transformerait inéluctablement en un Etat de casernes ».

De fait, c'est à l'ombre de l'occupation militaire que la colonisation des territoires occupés s'est effectuée, spoliant systématiquement les populations palestiniennes: de 1967 à 1981, 40 % des terres cultivables sont tombées aux mains des colons israéliens de la vallée du Jourdain. L'eau des puits fut, pour les paysans arabes, systématiquement contingentée par les autorités (militaires) d'occupation, pendant que les produits israéliens envahissaient les territoires occupés, vendus à des prix de dumping, provoquant une diminution de 37 % du nombre des établissements industriels entre 1969 et 1978.

Cette politique, avec son corollaire, la répression des mouvements de protestation, a été menée par l'armée, sans que quelque institution parlementaire que ce soit puisse y mettre son nez.

Dans le même temps, l'armée a pris un poids de plus en plus important dans la vie politique, fournissant dès la fin

de la guerre des Six Jours de forts contingents de ministres et de députés. Situation dont sont avant tout responsables les dirigeants d'alors du Parti Travailliste, Golda Meïr, le général Dayan, le général Rabin, dont les déclarations n'ont rien à envier à celles d'un Sharon (« La seule rencontre avec l'OLP se fera sur le champ de bataille », déclarait le général Rabin en 1974, alors qu'il était Premier ministre. De ce point de vue, Begin-Sharon peuvent se réclamer de la continuité!).

C'est dans cette situation que la droite est arrivée au pouvoir aux élections de 1977. Cette arrivée s'est traduite par une accélération des implantations en territoires occupés, le gouvernement israélien laissant se développer un climat de haine raciale contre les Palestiniens, les Arabes en

général. Dans les colonies implantées en territoire occupé, ce sont les organisations de droite, voire d'extrêmedroite, qui donnent le ton. comme le Goush Emounim (le Bloc de la Foi), créé à la suite de la guerre du Kippour de 1973, véritables milices paramilitaires à l'idéologie raciste: « Nos colonies se multiplient à la vitesse des amibes : l'une d'elle se dédouble et en crée une autre... Grâce à nos pressions, le gouvernement a fait clôturer 5 000 ha où les Arabes n'ont plus le droit de s'installer », déclarait H. Porat, l'un de ses dirigeants. Pour tous ces gens-là, il n'est pas question de s'indigner d'un massacre de Palestiniens dans un camp de Beyrouth. C'est au contraire une politique dont ils sont, très consciemment, les partisans.

Jean-Jacques FRANQUIER

« La paix maintenant »-

Le mouvement « La paix maintenant », qui a organisé la semaine dernière les manifestations pour la démission du gouvernement Begin et de Sharon, est né quelques semaines après la première opération israélienne au Liban, déclenchée en mars 1978. Il avait été lancé alors par la lettre de trois cents officiers de réserve à Begin, exprimant leur lassitude de la politique agressive d'Israël et demandant que le gouvernement recherche, enfin, la conclusion d'une paix avec ses voisins, impliquant notamment un retrait des territoires occupés. «L'occupation corrompt » disaient dès ce moment les promoteurs de « La paix maintenant », « Chalom Archav » en hébreu.

Que «Chalom Archav» soit né parmi les officiers de réserve n'est guère étonnant, dans le contexte israélien où l'armée est formée en grande partie de réservistes, exerçant une activité professionnelle en temps normal, mais mobilisables en 24 heures selon les besoins. C'est cette situation qui fait que l'armée n'est guère isolée de la population et que les courants politiques qui traversent celle-ci s'expriment souvent, en premier lieu, au sein des réservistes. Et la création de « Chalom Archav » exprimait, justement, la lassitude d'une partie de ces réservistes, obligés sans cesse de quitter leurs activités civiles pour combattre, au nom d'objectifs qu'ils ressentaient de moins en moins comme les leurs.

Il est caractéristique aussi que « Chalom Archav » ait été lancé et reste dirigé surtout par des officiers de réserve. Ceux-ci sont souvent dans le civil des intellectuels, ou appar-



Manifestation de « La paix maintenant » le 10 février.

(AFP)

tiennent à des couches sociales plus cultivées, voire relativement privilégiées — souvent des juifs « ashkenazim » venus d'Europe ou des Etats-Unis — qui sont celles qui semblent accepter le moins la politique de guerre de Begin et Sharon.

Le mouvement ne se veut pas politiquement marqué et se donne pour seul objectif l'établissement de la paix. Et il est de fait qu'il comprend des hommes de tendances politiques très variées, ce qui l'amène d'ailleurs à ne guère préciser quel type de paix il propose.

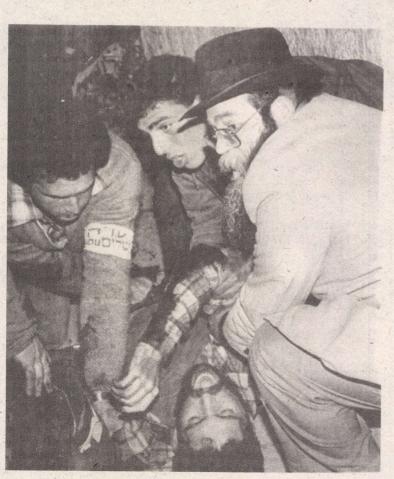
A travers les manifestations de « Chalom Archav », le mouvement pacifiste israélien a montré à la fois son développement, son audience, et ses limites.

Refusant d'être un mouvement politique, il se condamne par avance à rester une force d'appoint dans les jeux politiques du principal parti de l'opposition parlementaire à Begin, le Parti Travailliste. Il reste plein d'ambiguïtés, dans la mesure où coexistent en son sein des tendances parfois antisionistes, mais aussi le plus souvent sionistes et voulant seulement

modérer les appétits de conquête et l'extrémisme guerrier des actuels dirigeants d'Israël. Enfin, il tend à rester coupé des couches les plus populaires du pays, dans la mesure où il exprime surtout la protestation de la jeunesse intellectuelle contre la politique de guerre.

Mais justement, c'est seulement sur une base de classe que l'opposition à la guerre pourrait offrir une véritable issue. Et cela impliquerait que le lien s'établisse entre l'opposition à la guerre et les revendications de la classe ouvrière israélienne qui fait justement, sur le plan économique, les frais de la guerre. Un certain nombre de militants de « Chalom Archav » en semblent conscients, qui ont mené campagne sur le fait que les dépenses de la guerre ou de la colonisation des territoires occupés se font aux dépens de la politique sociale, et ont manifesté aux côtés d'habitants des quartiers pauvres de Jérusalem.

Il est en tout cas vital que ce lien s'établisse, pour qu'un jour au Proche-Orient ce soit vraiment « La paix maintenant ».



Une grenade a explosé parmi les manifestants de « La paix maintenant » . un mort et neuf blessés. (Ph. AFP)

La politique africaine de la gauche

La venue au pouvoir de Mitterrand a provoqué, paraît-il, des inquiétudes au début chez certains dirigeants africains. Quelques déclarations démagogiques en faveur des peuples du Tiers Monde, le refus de voir Mobutu accueillir comme prévu un sommet franco-africain, avaient nourri ces appréhensions. Mais très vite tout est rentré dans l'ordre. Mitterrand a effectué plusieurs voyages en Afrique. Il a serré la main à tous les dictateurs qu'il rencontrait, Bongo du Gabon, Mobutu du Zaïre, Hassan II du Maroc, pour ne citer que les plus beaux fleurons. Il a rassuré ses partenaires, répétant, entre deux discours sur le rééquilibrage de l'économie entre riches et pauvres : « Je ne cherche pas à me distinguer de la politique antérieure ».

Eh bien, c'est fait : on ne distingue plus. Tout est comme avant. C'est la même étroite coterie présidentielle qui décide souverainement de la politique africaine. C'est la même collaboration et le même soutien aux régimes les plus corrompus. C'est la même présence militaire. Ce sont les mêmes bonnes affaires pour les trusts français. Avec Mitterrand comme avec Giscard, les intérêts de l'impérialisme français sont parfaitement défendus.



(AFP)

qui se tait?

Du temps de Giscard, le Parti Socialiste et Mitterrand en particulier avaient dénoncé le fait que la politique africaine constituait, selon l'expression de De Gaulle, le « domaine réservé » du chef de l'Etat. Elle se faisait en dehors des débats parlementaires, en dehors même du contrôle du gouvernement, avec quelques conseillers intimes, dont le célèbre Jacques Foccart.

Aujourd'hui, qu'y a-t-il de changé de ce point de vue? Rien. Le véritable patron est Mitterrand, conseillé par Guy Penne, assisté du propre fils du président de la République, Jean-Christophe Mitterrand. L'Afrique reste une affaire de famille. Le ministre de la Coopération J.-P. Cot, qui n'était, paraît-il, pas toujours d'accord, a été remplacé par Christian Nucci qui apparemment... coopère mieux.

Le Parlement n'est pas plus qu'avant appelé à discuter de la politique africaine, et cela ne trouble pas outre mesure la majorité de députés PS et PCF, qui auparavant protestaient devant les pratiques similaires de Giscard.

Mais, après tout, pourquoi tant de secrets et de mystères? Si la présidence de la République cache quelque chose, c'est précisément qu'il y a bien des choses à cacher. En Afrique, la France traite avec des dictateurs locaux, qu'elle finance, qu'elle soutient, qu'elle arme, en échange de fructueuses affaires pour les trusts et les banques françaises. Dans le cadre de la « démocratie » française, à plus forte raison dans le cadre d'un gouvernement de gauche, c'est là une politique inavouable à l'opinion publique. On se tait donc, et la majorité des godillots PS-PCF ne souffle mot sur la question.

Qui dirige, Le rôle économique de l'Afrique pour l'impérialisme français

L'Afrique joue en faveur de l'impérialisme français plusieurs rôles. D'une part, ce continent réalise environ 10 % des échanges commerciaux français, mais le continent africain est le seul ensemble où la balance commerciale française ait un solde positif: 51,9 milliards de francs d'importations 75.2 milliards d'exportations en 1981. A une époque où le commerce extérieur français se porte si mal, ce n'est pas négligeable. La France importe surtout des matières premières énergétiques (pétrole principalement) et des minerais. Elle exporte des produits industriels. En particulier 20 % des véhicules français vendus à l'étranger le sont en Afrique, et 40 % des produits pharmaceutiques.

Ce commerce extérieur important est facilité par l'appartenance à la zone franc de la plupart des anciennes colonies françaises d'Afrique noire, ce qui les oblige en grande partie à acheter français.

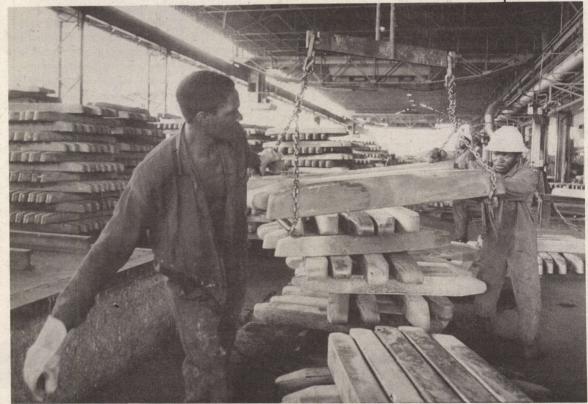
Bien plus important sans doute est le rôle que joue l'Afrique pour les investissements des sociétés françaises, mais il est assez difficile à apprécier exactement. Dans un pays comme la Guinée par exemple, qui a eu pendant des années d'assez mauvaises relations avec la France, on évalue à une quarantaine le nombre des sociétés francaises qui sont implantées, dont des trusts comme CGE-Alsthom, PUK, Solmer-Usinor. etc. Côte-d'Ivoire, pays très lié à

la France, les entreprises étrangères sont en majorité françaises. Signalons à titre d'exemple que Thomson domine le marché africain des télécommunications. De 1970 à 1980, il y a eu au moins 32 « gros contrats » de Thomson en Afrique (cités par Libération-Afrique n° 13). En 1981, Thomson et TDF ont installé à grands frais la télé couleur au Mali, en pleine période de sécheresse!

Et TDF pouvait clairon-

ner, dans une de ses publications: « Si nous étions à la recherche de bulletins de victoire de style napoléonien, nous pourrions écrire : en moins de six mois, TDF installe un réseau couleur au Niger ». Belle victoire pour les paysans du Niger!

A côté de l'industrie, prospèrent les banques. Non seulement elles sont présentes sur place (la BNP exemple, par aujourd'hui représentée dans dix-neuf Etats africains), mais elles ont prêté des fonds considérables en Afrique, qui ont servi à acheter français et qu'il faut aujourd'hui rembourser. Ainsi la Côte-d'Ivoire devait payer, en 1981, pour le service de la dette, près d'un milliard de dollars, plus de 25 % du montant de ses exportations. Il n'est pas facile de savoir exactement qui a prêté et à gui, mais ce qui est sûr, c'est que les financiers français se sont taillé une part énorme en Afrique.



Qui aide qui ?.

La démonstration a été souvent faite que la prétendue « aide aux pays sousdéveloppés » n'était qu'un leurre. Dans le fond, ce sont les pays pauvres qui « aident » les pays riches. Le nouveau régime s'est engagé à doubler d'ici 1988 l'aide publique au développement, qui devrait passer de 0,35 % à 0,70 % du produit national brut français. Dans cette aide, il faut inclure l'aide militaire, le paiement des salaires des 13 000 agents français (dont 2/3 d'enseignants) en 1980, qui coûtent cher pour un résultat très controversé. Mais surtout l'aide permet de resserrer les liens entre les pays d'Afrique et la France et d'avoir des retombées industrielles importantes. Selon un rapport du ministère de la Coopération en date du 10 mai 1982, les échanges commerciaux de la France avec le Tiers Monde (pas seulement l'Afrique) ont été globalement créateurs d'emplois, de 1973 à 1980, le solde positif ayant été de 37 000 par an. Selon le ministre, J.-P. Cot à l'époque, « aider le Tiers Monde, c'est s'aider soi-même », et il retournait la célèbre formule cartiériste: « Pour aider la Corrèze, il faut aider le Zambèze ». A ceci près que cette politique n'aide ni la Corrèze ni le Zambèze, mais Thomson-France, Elf-France, etc., par l'intermédiaire de Thomson-Afrique, Elf-Afrique et les autres.

Tout est lié.

« L'augmentation soudaine des exportations à destination de l'Angola (894 millions de francs, au lieu de 387 millions) et du Mozambique (433 millions de francs, au lieu de 214) en

1981 s'explique par les crédits nouvellement accordés à ces pays par les organismes financiers de Paris »

(Marchés Tropicaux et Méditerranéens, du 24.12.1982).

Paroles, paroles, paroles...

Rappelons quelques promesses de la gauche, avant qu'elle n'accède au pouvoir, à l'égard de l'Afrique.

« Les institutions chargées de la mise en œuvre de la politique de coopération seront démocratisées. Seront, en outre, supprimés tous les organismes parallèles agissant hors du contrôle du gouvernement ou du Parlement. » (Programme commun de gouvernement PS-PCF-MRG 1973). Va-ton supprimer le premier de ces « organismes parallèles », la présidence de la République?

« Le gouvernement de la gauche (...) suspendra, les livraisons d'armes aux gouvernements qui les utilisent contre leurs peuples. Il dénoncera les accords qui engagent la France à intervenir militairement à la demande des Etats de l'ancienne Communauté ». (Programme de gouvernement du Parti socialiste 1972). La



Mobutu et Mitterrand : une poignée de main qui n'était pas prévue au pro gramme... électoral

France continue de livrer des armes et n'a dénoncé aucun

La gauche dénonçait la politique du «gouvernement actuel » (Giscard-Barre), orientée en fonction des intérêts des grandes sociétés, et qui en Afrique « s'efforce d'y constituer des chasses gardées à leur profit, et maintient, au besoin par la force (Tchad-Gabon), des potentats autoritaires à leur solde. » (Programme de gouvernement du Parti Socialiste 1972). La France maintient aujourd'hui ses troupes en Afrique, agit au Tchad par l'intermédiaire des soldats zaïrois de la « force de maintien de la paix », et a les meilleures relations du monde avec les « potentats autoritaires » du Gabon, du Zaïre ou d'ailleurs...

Et pour finir, citons cet extrait du même programme du PS: « L'aide au développement doit être envisagée par un gouvernement de gauche, selon des modalités nouvelles: a) aide, notamment sur le plan culturel et technique, aux peuples des pays en voie de développement et non pas aux entreprises françaises investissant outre-mer; b) renonciation de principe à une zone française privilégiée. » Est-il besoin de préciser que c'est exactement l'inverse qui est appli-

Mais quel besoin aussi d'aller fouiller les vieux textes? Le PS ne regarde pas le passé, lui, il va de l'avant!

L'affaire Cot

Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération, a été démissionné le 8 décembre 1982. A son sujet, on a parlé d'un ministre généreux, idéaliste, combattant pour les droits de l'homme, fidèle à « l'esprit du 10 mai », etc., et qui s'est trouvé terrassé par les froids réalistes que sont Mitterrand et ses conseillers pour les affaires africaines.

Qu'en est-il de cet « idéaliste », au travers de quelqueunes de ses déclarations?

« Je n'ai jamais prétendu avoir rompu avec tout ce qui s'est fait dans le passé » (conférence de presse du 2 septembre 1982, peu avant son départ). « L'utilisation de notre aide publique pour faciliter l'implantation de nos industries sur certains marchés apparaît à cet égard entièrement légitime ». Très idéaliste, en effet! Et encore: « La France maintiendra ses troupes sur le territoire de ses alliés africains jusqu'à ce que ceux-ci soient en mesure de prendre eux-mêmes en charge

leur sécurité » (Au Nicaragua, 23 août 1981). Une déclaration qu'aurait pu faire Hernu.

Continuons: « Le gouvernement français, non seulement ne peut pas grand-chose pour l'avance du socialisme en Afrique, mais il ne veut rien faire, car ce serait interférer dans les affaires des pays africains » (interview à Jeune Afrique, 4 août 1982). Et enfin, à la question: « On a accusé le ministre de la Coopération d'avoir aidé certains opposants », J.-P. Cot répondait: « C'est parfaitement faux. Si nous avions voulu, nous aurions pu aider Ange Patasse en Centrafrique. Au contraire (...) je me souviens d'avoir fait interdire une conférence de presse d'Ange Patasse à Paris. »

S'il y avait sans doute quelques différences de style et d'appréciations politiques entre Mitterrand et Cot, qui expliquent le départ de celui-ci, Cot n'apparaît pas précisément comme un doux idéaliste. Ou alors, que sont les froids réalistes?

présence militaire française

Depuis l'élection de Mitterrand, la France n'a pas eu à intervenir directement en Afrique. L'occasion ne s'est pas présentée. Et Mitterrand ne cesse de répéter qu'il est contre toute ingérence de la France dans la politique intérieure des Etats africains. « La France n'est pas le gendarme de l'Afrique et n'a pas l'intention de le devenir», a-t-il déclaré lors de son voyage au Niger. Cependant, il n'a dénoncé aucun des accords militaires franco-africains et il n'a diminué ni la présence militaire en Afrique ni la force d'intervention stationnée en France et simplement rebaptisée «force d'assistance rapide », bien au contraire. Hernu déclarait en juillet 1982 : « Nos troupes doivent pouvoir être envoyées, si besoin est, en Afrique avec l'équipement et l'entraînement nécessaires ».

De quoi se compose le dispositif militaire français? En Afrique, il existe cinq bases (Djibouti, Dakar au Sénégal, Bouar en République centrafricaine, Libreville au Gabon et Port-Bouet en Côte-d'Ivoire) où stationnent 6700 hommes de troupe. Les pays qui accueillent ces bases ont des « accords de défense » avec la France. Deux autres pays, le Cameroun et le Togo, ont aussi des accords de défense, mais qui sont secrets. Mitterrand ne les a pas rendus publics. En outre plusieurs pays ont des accords « d'assistance militaire technique», comme le Zaïre par exemple. Cela justifie l'envoi de 1 200 conseillers militaires français dans 17 pays, pendant que la France formait dans ses propres écoles militaires 2 630 officiers et sous-officiers africains en 1981.

(Force d'assistance rapide) ces françaises ont été mises comprend la 11e Division para- en état d'alerte. Cela n'a pas

terie de marine et depuis peu la 31e Brigade équipée de blindés lourds (AMX 30 et AMX 10 RC) qui s'est constituée sous Mitterrand. En tout, plus de 15 000 hommes prêts à intervenir sur le champ en Afrique, avec des avions et tout l'équipement nécessaire.

Des manœuvres conjointes franco-africaines ont lieu périodiquement: en juin 1981, une petite manœuvre francozaïroise près de la frontière angolaise (au moment où Mitterrand affectait de ne pas vouloir encore rencontrer Mobutu). En novembre 1982, un exercice naval franco-marocain (au moment où certains se demandaient si Mitterrand irait ou non au Maroc). Et surtout, en novembre-décembre 1982, le plus important exercice militaire jamais effectué au sud du Sahara par l'armée française depuis vingt ans, baptisé N'Diambour III (I et II ayant déjà eu lieu les années précédentes) et qui s'est déroulé au Sénégal. Il a mis en œuvre 5 000 soldats français de la 31º Brigade récemment constituée avec leurs blindés, 25 avions, un appui naval de 6 unités et toute l'armée sénégalaise. Il s'agissait de repousser un ennemi imaginaire et « carmin » (qu'on soit blanc ou noir, l'adversaire est toujours... rouge !) en provenance du nord-est, le Polisario par exemple.

Si Mitterrand ne veut pas intervenir en Afrique, à quoi bon tout ce dispositif et toutes ces manœuvres militaires? Mais l'intervention directe peut venir très vite. Fin mai 1981, quelques jours après l'élection de Mitterrand, à la suite d'un incident de frontière, le Cameroun s'est senti menacé par le Nigeria. Immédiatement un DC8 bourré de munitions a été En France même, la FAR envoyé au Cameroun, et les forchutiste, la 9e Division d'infan- été plus loin, mais la France a

montre qu'elle reagissait au quart de tour. Cependant elle préfère si possible intervenir indirectement, comme au Tchad par exemple, par le biais de la participation du Zaïre à la force dite « du maintien de la paix » qu'elle encourage en sous-main.

L'Afrique constitue aussi accessoirement un débouché pour le matériel de guerre français. La part de l'Afrique sudsaharienne dans les exportations de matériel militaire français est passée de 1,6 % à 5,3 %, s'est vanté Hernu en mars 1982. C'est encore peu, mais cela va dans le bon sens.

En définitive, la France est donc bien, contrairement aux propos de Mitterrand, le gendarme de l'Afrique, non seulement de l'Afrique ex-française, mais d'une zone bien plus importante en Afrique centrale.

Et cela est d'autant plus vrai que l'ancienne grande puissance coloniale du continent, la Grande-Bretagne, s'est purement et simplement retirée: elle n'entretient plus que 400 conseillers militaires, uniquement à des tâches de formation. La France de Mitterrand, tout comme celle de Giscard, est la garante des régimes en place dans la plus grande partie de l'Afrique noire.

Les relations avec le pays del'Apartheid

La France a toujours des relations économiques très importantes avec l'Afrique du Sud : celle-ci est son troisième partenaire africain pour le commerce extérieur (après l'Algérie et le Nigeria) avec 11 milliards de francs en 1981. 80 sociétés françaises sont présentes en République sud-africaine avec des investissements évalués à 14 milliards de francs. Depuis Mitterrand, les relations économiques continuent comme par le passé, la France ayant toujours autant besoin du charbon, de l'uranium et des minerais sud-africains et la République sud-africaine constituant un débouché pour les engins mécaniques, l'appareillage électrique et la fourniture de matériel nucléaire. Car ce sont des sociétés françaises (Framatome, Alsthom, SPIES-Batignolles) qui ont construit la centrale nucléaire - la seule existant pour le moment - de Koeberg (un contrat évalué à un milliard de dollars). D'une manière générale, tous les contrats

industriels et commerciaux

ont été honorés et de nou-

veaux ont été lancés.

En ce qui concerne les armements, officiellement il existe un embargo depuis 1976 (sous Giscard donc), mais cet embargo est-il vraiment respecté, en particulier en ce qui concerne les pièces détachées ? Dès son election, Mitterrand s'engagea à revoir la politique de la France en Afrique australe, et en particulier les ventes d'armes à l'Afrique du Sud (donc cela continuait). Le 18 juin, Cheysson déclara : « Pas un obus, pas une cartouche, pas un tournevis militaire, pas un boulon, rien de militaire ou d'origine militaire ne sera livré à l'Afrique du Sud ». Pourtant la SWAPO, l'organisation qui défend les peuples de Namibie occupée par l'Afrique du Sud, demandait à la même époque à la France de mettre fin aux fournitures de pièces détachées pour les chasseurs-bombardiers Mirage et pour les hélicoptères Alouette, et de retirer les techniciens français qui fabriquent des armements français sous licence en Afrique du Sud. Et la

SWAPO vient il y a quelques semaines de réitérer cette demande. Apparemment donc, en sous-main, la France semble bien continuer d'armer l'Afrique du

Une autre question est délicate pour la France: celle de l'exploitation des richesses namibiennes (en particulier l'uranium, dont la France importe de grosses quantités). La Namibie est officiellement une colonie sud-africaine. L'ONU réclame son indépendance. Plusieurs pays, dont la France, soutiennent cette revendication. Dans ces conditions, comment justifier qu'on extraie des richesses d'un pays dont on dénonce l'occupation? En conséquence, on en parle le moins possible et, comme écrit la revue spécialisée Marchés Tropicaux et Méditerranéens du 24.12.1982, « Comme ils sont recensés conjointement avec l'Afrique du Sud, les échanges avec la Namibie ne sont pas connus avec précision ».

Toujours le flou du Parti Socialiste.

DANS LES ENTREPRISES

• P.C.U.K. (Jarrie)

Ça bloque contre la fermeture

• CITROËN

La direction licencie avec l'aval du gouvernement



Meeting chez Citroën le 7 février, après l'arrivée des premières lettres de licenciement. S'il ne tenait qu'aux travailleurs, les choses ne se passeraient pas comme cela ! (Ph AFP)

Le 16 février, la direction de Citroën a annoncé les sanctions prises à l'encontre des ouvriers mis à pied à l'usine d'Aulnay depuis le 3 février: 26 ouvriers sanctionnés dont 14 mis à pied une semaine et 12 licenciements. Sur les 12 licenciements, 8 ouvriers sont licenciés effectivement et, pour 4 délégués CGT, la direction a entamé la procédure habituelle (avis du CE et de l'inspection du travail).

Ces licenciements sont un coup de force de Citroën. Toute la campagne sur les « incidents du 2 février », où il y a eu quelques blessés légers, n'est qu'un prétexte.

Les travailleurs que Citroën licencie n'ont aucune responsabilité dans la bousculade de ce jour-là. Certains n'étaient même pas dans l'usine. D'autres n'étaient pas dans le secteur concerné.

Par exemple, deux délégués du personnel sanctionnés n'ont été convoqués en vue de leur licenciement qu'une semaine après les autres, le lendemain d'une intervention qu'ils avaient faite auprès de la direction pour défendre un de leurs camarades. Aujourd'hui, l'un est menacé de licencie-

ment, l'autre est mis à pied.

Citroën a trouvé un prétexte pour frapper à la tête du mouvement. Il s'agit pour la direction de briser la combativité ouvrière et de démoraliser les militants. C'est ce qu'elle vise en sanctionnant et en licenciant les dirigeants du syndicat d'Aulnay, les délégués de chaîne et des ouvriers qu'elle juge trop combatifs.

Si la direction frappe ainsi à la tête, c'est qu'elle se sent forte. Elle se sent forte d'abord de l'appui du gouvernement. C'est Auroux lui-même qui lui a donné le feu vert en appelant, au soir du 2 février, à « exclure de la communauté du travail ceux qui utilisent les méthodes terroristes ». Auroux entendait par là non pas la CSL mais les OS qui se battent précisément pour qu'à Citroën, la loi ne soit plus celle des commandosmaison.

Mais la direction s'est sentie forte aussi de la non-réactivité de la CGT qui, dès l'annonce de menaces de licenciements, n'a cessé d'appeler au calme et à « ne pas tomber dans la provocation ». Depuis quinze jours, Akka Ghazi, premier sur la liste des licenciés et secrétaire du syndicat, lors des meetings

quotidiens qui se tiennent aux portes avec les travailleurs sanctionnés, appelle au « calme et à la responsabilité » tout en disant qu'on n'acceptera aucun licenciement.

Pourtant, la combativité des travailleurs est grande. A une réunion de « militants » convoquée le samedi 12 février, à Paris, 700 travailleurs se sont déplacés pour venir demander qu'une décision d'arrêt de travail soit prise en cas de licenciements. Cette décision a été prise à la fin de la réunion. Mais, le 16 février encore, les responsables de la CGT, Sainjon en tête, ont pris position contre tout mouvement, en déclarant qu'il fallait « refuser l'escalade ».

Tous les travailleurs, pas seulement ceux de l'usine d'Aulnay, mais également ceux de Levallois, Saint-Ouen, Asnières sentent bien que la direction, en frappant fort à Aulnay, s'en prend aux droits conquis lors de la grève de juin dernier. Et la direction de la CGT se montre prête à sacrifier ses propres militants sur l'autel de la paix sociale et de la solidarité avec le gouvernement.

Correspondant LO

Le plan de restructuration de la Chimie élaborée sous l'égide du gouvernement prévoit que l'usine PCUK de Jarrie (près de Grenoble) sera reprise en main par la société Elf-Aquitaine.

Cette restructuration mettant aux prises des trusts nationalisés se fait comme dans le privé en fonction du critère de la rentabilité capitaliste, et donc sur le dos des travailleurs.

Ainsi, en ce qui concerne le site de Jarrie, la direction générale du PCUK annonçait le 18 novembre 1982: « La production de DAUFAC pourrait ne pas être maintenue ».

DAUFAC produit du chlorure de vinyl monomère (utilisé pour la fabrication de matières plastiques). Cet atelier emploie une centaine de travailleurs. D'autre part sa fermeture aurait des répercussions sur les autres fabrications de l'usine et fait donc planer des menaces de suppressions d'emplois dans d'autres secteurs du site de Jarrie.

Le 31 janvier 1983, une délégation du syndicat CGT de l'usine était reçue au ministère de l'Industrie. Le directeur du cabinet de Chevènement décla-

rait aux délégués: « Des personnes aussi responsables que des membres de la direction ne peuvent se tromper... ».

Face à une réponse aussi claire qu'inquiétante, la CGT appelait les travailleurs de Jarrie à bloquer, le vendredi 11 février, la RN 85 qui passe devant l'usine. Les ouvriers, inquiets de la situation et décidés à ne pas accepter une restructuration sur leur dos se sont retrouvés à 150, vers 14 h. Ils ont bloqué la route en amenant quatre wagons-citernes sur les rails qui traversent la nationale. Les bouchons prirent vite une dimension impressionnante, surtout en raison des départs et retours de vacances.

A 18 heures, la circulation était rétablie. Ce n'était peutêtre pas très gentil, mais efficace: le blocage a fait la Une de la presse locale. Les travailleurs étaient contents d'avoir marqué le coup. Le gouvernement et les dirigeants de PCUK et Elf-Aquitaine peuvent compter sur les ouvriers de Jarrie pour bousculer un peu leurs plans.

Correspondant LO

SNCF (gare de l'Est-Paris)

La CGT desavouée

Un militant CFDT de la gare de l'Est s'était vu retirer, il y a deux mois, par la direction de la SNCF, son mandat de délégué au Comité mixte, du fait qu'il revenait d'un congé paren-

La délégation CFDT démissionna dans son ensemble du Comité mixte d'établissement en dénonçant l'attitude de la direction qui mettait en cause le vote des cheminots. Elle démissionnait pour obliger la direction à refaire de nouvelles élections. La CFDT demanda aux autres organisations syndicales CGT, FO, CFTC de ne pas démissionner puisque leurs mandats restaient acquis. Mais celles-ci décidèrent tout de même de présenter une liste.

Le 3 février, les élections ont eu lieu et les cheminots de Paris-Est, circonscriptions exploitation et train ont voté massivement pour la liste CFDT et désavoué la direction. Mais par leur vote, une partie des travailleurs a désavoué aussi la CGT. En 1981, la CGT obtenait 53,21 %, la CFDT 36,26 %. En 1983, la CGT obtient 38,85 % et la CFDT 50,71 %. Les résultats des autres syndicats restent stationnaires.

Le militant CFDT, à qui la direction avait retiré son mandat, l'a donc retrouvé. Les autres syndicats, et la CGT en l'occurrence malgré ses pertes, gardent tous leurs sièges car, qu'ils se représentent ou non à ces élections, leurs sièges restaient acquis. Il n'en reste pas moins que le recul de la CGT est considérable. On peut l'expliquer, du moins en partie, par le fait qu'une partie des travailleurs a tenu à désavouer la CGT, celle-ci ayant il y a quelques mois écarté de leurs responsabilités des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui ont rejoint la CFDT avec d'autres travailleurs.

Correspondant LO

Carmaux en grève

Il y a quelques jours à Carmaux les mineurs de fond se mettaient en grève, suivis peu de temps après par les mineurs du jour. Le mouvement, lancé par la CGT et FO, fait suite à l'annonce par la direction locale du blocage des embauches pour le fond et du report de la mise en exploitation de la mine découverte. Depuis des années, le nombre des mineurs va diminuant car les départs à la retraite sont plus nombreux que les embauches, malgré le grand nombre de demandes; cette année, 140 départs sont prévus sur un effectif (fond plus jour plus bureaux) d'un peu plus de 2 000.

Les mineurs ont cru aux propos gouvernementaux sur la relance charbonnière. Cela signifiait, pour les jeunes, ne pas être mutés à terme dans un autre bassin, et pour les vieux, que leurs enfants resteraient près d'eux.

Mais cette relance, il semble qu'elle ne soit pas plus en vue pour Carmaux que pour les autres bassins. Le chef de cabinet du ministre de l'Energie devait recevoir une délégation des élus du Carmausin ce vendredi 18 février, à laquelle pourraient s'adjoindre des représentants syndicaux à condition... que la presse n'en fasse pas état!

Au moment où nous écrivons, les syndicats demandent de manifester dans le calme et la dignité, et de ne pas séquestrer le directeur...

Correspondant LO

RENAULT-FLINS

Recul de la CGT

A Renault-Flins, les élections au Comité d'entreprise, qui ont eu lieu le 16 février, se sont soldées par un recul de la CGT. Celle-ci a obtenu 40,37 % des voix. C'est un pourcentage qui est encore en recul par rapport à celui des élections de délégués du personnel de mai 1982, qui avaient déjà témoigné d'un net recul de la CGT: 43,6 % des voix contre 52,8 % en 1981. Par rapport aux précé-

dentes élections du CE de 1981, où elle avait eu 55,84 % des voix, la CGT perd 15,47 % des voix. La CFDT, avec 47,46 % des

voix contre 47,8 % aux élections de délégués du personnel de mai 1982 et 33,7 % aux élections du CE de 1981, confirme qu'elle est devenue majoritaire dans l'usine. Et on peut penser que la récente grève, dans laquelle la CFDT s'est bien

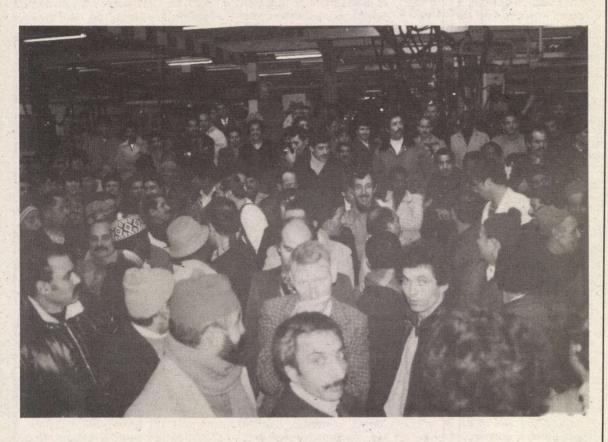
plus montrée que la CGT et qui s'est terminée par des concessions non négligeables de la Régie, aura aidé la CFDT à maintenir son score de 1982.

Quant au syndicat FO, il enregistre aussi un progrès, avec 12,17 % des voix contre 8,6 % aux élections de délégués du personnel de 1982 et 9,82 % aux élections du CE de

CHAUSSON_

Chausson (Gennevilliers)

Preuve est faite que seule la lutte paye!



Assemblée de grévistes à l'usine G...

Le mercredi 16 février, les 1 500 travailleurs des secteurs de fabrication des usines de Gennevilliers ont repris le travail. Après une grève de plus de quatre semaines, ils sont retournés sur les chaînes avec le moral, ayant obtenu des augmentations de 120 à 160 F pour 6 000 travailleurs du groupe, et le paiement à 30 % des heures de grève. Alors que les recommanda tions gouvernementales prévoyaient de limiter la hausse des salaires à 8 % en 1983, Jeur grève, après celle de Renault, a ouvert une brèche dans l'austérité.

La semaine dernière, devant la détermination des grévistes, la direction avait tenté une diversion : elle faisait dire par les syndicats que si nous acceptions d'abord ses propositions sur les salaires et les autres revendications (140 F pour un salaire de 5 000 F), elle serait prête, ensuite et peutêtre, à faire un effort sur le paiement des heures de grève. Massivement, en assemblée générale, les travailleurs avaient refusé de laisser séparer les deux questions et de se contenter de vagues promesses. Beaucoup sentaient déjà que, du fait de l'isolement de la grève Chausson, il serait difficile d'obtenir beaucoup plus de la direction, mais il n'était pas question, par principe, de céder à une évidente manœuvre.

Le vendredi 11 février, la direction faisait une tenta-

tive d'un autre genre, en essayant de réunir ses blouses blanches et quelques non grévistes à l'usine G. Mal lui en prit car, du coup, les grévistes décidèrent de manifester dans l'usine, dispersant les rangs des maigres troupes de la direction.

Alors que la direction annonçait dans la presse la reprise pour la semaine suivante, les grévistes décidèrent de venir nombreux le lundi matin à 5 h 30, par prudence. Et, effectivement, tôt le lundi matin, la direction avait mobilisé le ban et l'arrière ban de sa maîtrise pour se mêler aux grévistes et inciter à la reprise du travail.

Cela n'impressionna pas grand monde, mais entraîna une grande manifestation dans l'usine et dans les rues autour.

Du coup, voyant que ses démonstrations de force restaient sans effet, la direction lâcha un peu de lest en annonçant l'indemnisation à 30 % des heures de grève (au lieu de 25 %).

L'après-midi du lundi, bien que les syndicats, considérant les propositions de la direction satisfaisantes, aient appelé à voter la reprise, la poursuite de la grève, jusqu'au lendemain au moins, était votée à main levée par 214 voix contre 143 par les ouvriers des deux usines G et H réunis. Là encore, beaucoup sentaient la fin inévitable du conflit, mais beaucoup voulaient dire ce-qu'ils ressen-

taient tace à tous ceux qui voulaient les faire reprendre: la direction qui convoquait par lettre les travailleurs le mardi, et les responsables syndicaux qui pesaient, eux aussi, pour la reprise le même jour.

Le mardi 15 février, il y avait bien plus de monde à l'assemblée générale des grévistes: la lettre de la direction annonçant la reprise pour ce jour-là et envoyée à chaque gréviste avait fait venir les travailleurs aux nouvelles.

Cette fois-ci, les grévistes se prononcèrent pour la reprise: à H, à l'initiative des membres du Comité de grève, le vote s'est déroulé en assemblée générale, à main levée, après plusieurs interventions d'ouvriers partisans, les uns de la poursuite du mouvement, les autres de la reprise, jusqu'au bout les grévistes ont discuté et décidé entre eux, solidairement et démocratiquement. A l'usine G. en revanche, les syndicats ont organisé un vote à bulletins secrets.

Cela dit, dans les deux usines, tous les travailleurs étaient bien décidés à montrer qu'il n'était pas question de se plier aux décisions de la direction : puisque Chausson avait annoncé la reprise pour le mardi, on ne reprendrait pas avant le mercredi matin, et seulement après avoir tenu l'assemblée générale quotidienne!

Correspondant LO

Entre nous, pas de secrets!

Le mercredi 9 février, devant une assemblée générale des grévistes des usines G et H, les délégués de la CGT et de la CFDT proposaient un vote à bulletin secret sur les dernières propositions de la direction.

Ces propositions venaient juste d'être repoussées par l'ensemble des grévistes à main levée. Alors, pourquoi un nouveau vote, et pourquoi à bulletins secrets ?

Les grévistes se le demandaient et, au bénéfice du doute, rejetèrent la proposition. Les délégués, cependant, argumentèrent : mais non, cela n'irait pas à l'encontre du mouvement puisque seuls voteraient les possesseurs d'une carte de gréviste.

Les grévistes présents, habitués pour beaucoup, à l'usine H, à voter tous les jours la poursuite du mouvement à main levée, n'ont pas voulu de ce vote à bulletins secrets. Et leur flair ne les trompait pas.

Les syndicats savent bien qu'il y a une différence. Avec le

vote à main levée, en assemblée générale, devant tout le monde, les grévistes décident eux-mêmes de ce qu'ils font, voient ce que fait le voisin, et un gréviste vaut un délégué.

Avec le vote à bulletin secret organisé par les syndicats qui trimballent leurs urnes et font ensuite le tri des bulletins, l'initiative et le contrôle de l'opération passe aux syndicats. Et qui sait, dans ces conditions, ce qui peut sortir des urnes ?

On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Cela bien des grévistes de Chausson l'ont compris.

Et c'est seulement une semaine après, quand de façon évidente l'ambiance était à la reprise, qu'ils ont laissé les syndicats s'amuser avec leurs urnes à l'usine G! Mais à l'usine H, où les grévistés s'étaient donné, dès le lundi 17 janvier, un comité de grève, ils ont su voter démocratiquement la reprise entre eux, à main levée, sans ces bulletins secrets et ces urnes qui isolent!

A l'usine H, une reprise la tête haute



... et à l'usine H.

Comme il avait été décidé la veille en assemblée générale, le mercredi 16 février, journée de reprise a commencé par une dernière assemblée pour faire le bilan de notre grève, et par un défilé dans les ateliers, drapeau rouge et banderole du comité de grève en tête, auquel plus de 400 travailleurs ont participé.

Comme nous avions appris qu'un chef de la Mécanique s'était livré à des propos racistes, nous sommes aussitôt partis manifester à la direction pour exiger sa mutation. La direction, qui ne s'attendait visiblement pas à une telle ambiance, a aussitôt cédé, s'engageant même à payer le temps consacré à cette démarche!

Et, au cours de la journée, plusieurs chefs connus pour

leur racisme, se sont vu demander des comptes par les ouvriers. Pour les travailleurs des chaînes, il n'est plus question de tolérer les propos racistes dans les ateliers!

C'est aussi pour une question de dignité que, par exemple, la majorité des grévistes a refusé l'avance remboursable de 60 % du salaire perdu qu'avait proposée la direction : comme le dit le dernier journal du Comité de grève qui est paru le jeudi 17 février : « On n'a pas lutté pour faire des dettes, c'est Chausson qui en a envers nous »...

Ce sont là quelques aspects de ce que tout le monde considère comme le principal acquis de la grève: on a montré notre force, et c'est un solide acquis pour l'avenir.

La retraite à 60 ans

Dimento for

L'intendance ne suit pas

Depuis plusieurs mois déjà, la radio, la presse et la télévision ne cessent de parler de la retraite à 60 ans, en insistant bien entendu sur les «bons côtés » de cette mesure. Mais à la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) nous avons, bien sûr, un point de vue différent et spécial de la chose, puisque les retraites, c'est nous qui les calculons. Alors, plus nous approchons de la date fatidique du 1er avril, et plus les problèmes s'amplifient.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'information des assurés. Les services de l'accueil, le standard téléphonique, les services « renseignements généraux », sont débordés. Nombreux sont ceux qui désirent avoir des renseignements plus précis sur leurs droits, et c'est bien normal. Mais certaines permanences se voient obligées de refuser du monde. L'attente aux guichets est de deux à trois heures. Et comme les décrets d'application ne sont pas encore parus, il est très difficile de donner des renseignements complets. Ces longues attentes et ce manque d'information entraînent de la grogne du côté des assurés, grogne qui s'est même transformée plusieurs fois en incidents verbaux avec les guiD'autre part, un grand nombre d'assurés qui vont avoir 60 ans ont déjà déposé leur demande de pension. Et les services, déjà submergés par le traitement de dossiers en retard, voient arriver tous les jours beaucoup plus de dossiers qu'ils ne peuvent en traiter.

Ceux qui ont entre 60 et 65 ans ont aussi déposé leur demande de pension, et pour eux des mesures transitoires ont été prises. Comme ces mesures sont temporaires, la direction n'a pas prévu leur traitement par ordinateur et on traite le dossier « manuellement ». Le surcroît de travail est insurmontable.

Pourtant, cet afflux était évidemment prévisible, et la date du 1er avril est connue depuis longtemps. Mais la direction n'a pas prévu l'embauche de personnel supplémentaire, en particulier des liquidateurs et des contrôleurs. La direction a bien créé 175 postes pour 1983, mais cela couvrira tout juste les départs en pré-retraite des employés de la Caisse.

Les dossiers s'accumulent, et la colère est en train de monter. Actuellement, dans les secteurs Pensions, aux Contrôles et à l'Accueil, beaucoup protestent. Certains pensent que la solution serait de faire grève comme en

1974, où un précédent changement de législation avait entraîné un ras-le-bol général... et une grève.

La CGT a appelé par deux fois les employés concernés à venir en délégation à la direction. Ces deux délégations ont réuni, à chaque fois, entre 200 et 250 personnes, soit la moitié des employés directement concernés. Les revendications mises en avant étaient : l'embauche d'effectifs supplémentaires et des augmentations de salaires sous forme de primes de technicité et d'attribution d'échelons. La CGT a tenu à ne mettre en cause que la direction de la CNAV (qui « cache au conseil d'administration la véritable situation »), et se garde bien de reprocher quoi que ce soit au ministère de tutelle et au gouvernement, qui y sont quand même pour quelque chose. Car c'est bien beau de promulguer une ordonnance qui va permettre à des centaines de milliers de salariés de prendre leur retraite plus tôt, à 60 ans au lieu de 65 ans. Mais qui fera, en quelques mois, voire quelques semaines, un travail qui normalement se serait étalé sur cinq ans!

Le gouvernement décide. Mais l'intendance, e'lle, ne suit pas !

A la CNAVTS, qu'est-ce qu'on fait?

La CNAVTS - la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés est chargée des retraites du régime général, c'est-à-dire de la quasi-totalité des salariés du secteur privé, soit environ 41 % de l'ensemble des retraités (les fonctionnaires, les salariés des entreprises publiques comme la SNCF, les mines, la RATP, l'EDF-GDF, les salariés agricoles et les non-salariés n'y sont pas affiliés et ont des caisses autonomes).

Actuellement, travaillent dans les Caisses vieillesse 23 000 personnes, dont 4 500 à Paris, qui assurent:

• La gestion des comptes individuels :

Chaque salarié en activité a son « compte » à la CNAV, en fonction des cotisations versées par son employeur. Ces comptes permettent de calculer le montant de la retraite, le moment venu. Et ce sont ces cotisations (autant la part dite « patronale » que la part salariale) qui sont reversées aux retraités: 99,4 milliards de francs en 1981.

• La liquidation :

Dans le jargon de la Caisse, quand un travailleur part à la retraite et demande à toucher sa pension, on procède à la « liquidation » de sa retraite. Il s'agit donc de rassembler ou de faire rassembler par le travailleur tous les papiers nécessaires, d'effectuer de multiples recherches

dans les archives de la Caisse ou des autres caisses, d'effectuer le calcul en fonction d'un nombre impressionnant de paramètres.

Chaque année, la CNAV procède à plus de 400 000 liquidations (428 000 en 1981). Evidemment, avec la retraite à 60 ans, ce nombre est en train de grimper vertigineusement.

• Les paiements :

Il s'agit évidemment de payer les 5 millions de retraités. Les revalorisations des retraites demandent toujours des calculs très compliqués, car tous les changements de minimum, de maximum, de taux, de coefficients, ou même de méthode de calcul, ont des conséquences non seulement sur les retraites à venir, mais également sur l'ensemble des retraites, y compris sur des retraites déjà versées. Actuellement, certains cadres donnent des instructions, orales et officieuses bien sûr, pour ne pas trop s'attarder sur les rappels, voire même pour les négliger.

• L'informatique :

Evidemment, une grande partie du travail est traitée par ordinateur. Mais les lois, les ordonnances, les décrets d'application et les notes d'interprétation sont si nombreux que beaucoup de dossiers se traitent « à la main » avec une débauche de paperasserie invraisemblable. Sans compter que tous les changements importants au niveau législatif demandent

des délais de mise en route informatique très longs. Par exemple, la revalorisation des pensions de reversion de 50 à 52 %, octroyées aux veuves et aux veufs, mesure décidée en 1982, n'a pas été digérée par les ordinateurs, et une grande partie des dossiers ont été recrachés: à traiter manuellement!

La CNAVTS est également chargée de la gestion du FNS (Fonds national de solidarité, destiné aux personnes âgées sans ressources), de l'allocation veuvage et de l' « allocation sanitaire et sociale » en faveur des personnes âgées,

Evidemment, tous ces secteurs dépendent étroitement les uns des autres. Et même si, aujourd'hui, avec l'entrée en vigueur de la retraite à 60 ans, c'est le secteur des liquidations qui est le premier submergé, progressivement c'est l'ensemble des services qui seront débordés.

Déjà aujourd'hui, il y a des retards dans le paiement, avec des conséquences dramatigues pour des retraités. Le service des « reconstitutions de carrière » enregistre plus d'un an de retard (107 000 dossiers en attente). La direction essaie de parer au plus pressé en prenant du personnel dans un service pour le mettre dans un autre, en demandant même à des cadres de mettre la main à la pâte, en traitant des dossiers. Rien n'y fait. C'est l'asphyxie



TEXTILIA (Lavelanet Ariège)

Débrayage pour de meilleurs salaires

Depuis le début du mois, il y a eu tous les jours des débrayages, un quart d'heure de grève toutes les heures à l'équipe de nuit et, pour les deux autres équipes, des arrêts de travail d'une heure chaque jour.

La raison du mécontentement, ce sont les salaires et plus particulièrement les manœuvres du patron à ce

Pour camoufler le fait que notre salaire est inférieur au SMIC, il avait en juillet 1981 intégré la prime d'assiduité dans le salaire horaire et 11 refuse toujours de la faire figurer à part sur le bulletin de salaire. De plus, au mois de décembre dernier, il intégrait dans le salaire horaire une heure supplémentaire qui auparavant était payée, bien que non effectuée. Ça lui permettait d'avoir une marge de manœuvre sur le taux horaire pour les futures augmentations du SMIC et de la rémunération minimale garantie du textile.

Alors, comme toutes ces

manipulations n'augmentent pas notre salaire, nous avons exprimé notre mécontentement par des débrayages.

DANS

Le jeudi 3 février, alors qu'au changement d'équipe nous nous trouvions sur le pont à l'entrée de l'usine, le patron a cherché à utiliser la maîtrise pour nous bousculer. Ces messieurs ont un peu souffert de quelques chocs en retour.

Le patron, vexé, chercha à faire un exemple. Nous apprenions le lendemain qu'un ouvrier avait été mis à pied. Aussitôt, ce fut l'indignation dans sa salle et l'arrêt des machines. Une pétition était lancée. Elle circula dans toute l'usine et recueillit plus de 500 signatures. La sanction était retirée le mardi suivant. La solidarité s'était montrée efficace.

Mais, concernant nos revendications sur le salaire, rien n'a avancé lors des réunions avec l'inspecteur du travail et les délégués. Aussi le mécontentement persiste et les débrayages se succèdent.

LES ENTREPRISES RHÔNE-POULENC

> Coup de colère à l'usine de Pont-de-Claix ILS SONT



Le 20 janvier dernier, la direction générale du groupe informait les organisations syndicales de la nouvelle politique qu'elle comptait suivre en matière de réduction du temps de travail, comment elle comptait appliquer l'ordonnance du 16 janvier 1982, sur les 35 heures pour le personnel travaillant en continu.

> LA POLITIQUE DE LA DIRECTION GENERALE

Contrairement à ce que la direction générale avait dit en 1982, il n'est plus question que cette réduction entraîne des embauches! Cela devrait seulement éviter des suppressions d'emplois, tout en entraînant une diminution des revenus. En effet, dans le discours de la direction, il n'est question que de « neutralité économique » et

de « compétitivité » Pour Rhône-Poulenc, la neutralité économique veut dire : diminuer les coûts de production par une augmentation de la durée d'utilisation des installations, une meilleure organisation du travail, l'arrêt d'installations non rentables. Comme on peut le voir, un discours que ne renierait aucun patron privé, bien au contraire, puisque cette pseudodiminution des heures de travail n'est en fait que l'application des directives faite par l'Union des Industries Chimiques (IUC), organisation patronale de la Chimie (dans laquelle siègent toujours les représentants de la direction), qui ont réussi à faire avaliser leur mauvais coup par la signature d'un accord avec la CFDT.

Quant à l'application sur le

terrain, elle se fera par des négociations séparées en fonction de la situation particulière de chacune des usines. Et là, chaque direction locale y va de ses propres solutions.

A L'USINE DU PONT-DE-CLAIX

Pour l'instant, c'est à l'usine du Pont-de-Claix dans l'Isère (2300 salariés, dont 1000 factionnaires qui travaillent en continu) que la direction locale a poussé le bouchon le plus loin. Mal lui en a pris. Elle a, par ce fait, déclenché la colère du personnel journalier.

En effet, lundi 31 janvier, le directeur annonçait qu'à partir du 1er février l'horaire hebdomadaire passerait de 39 h à 38 h pour le personnel à la journée, ce qui se traduirait par l'allongement de la pause-déjeuner à midi de 12 minutes par jour, la faisant passer de 45 mn à 57 mn. Le directeur expliquait que les journaliers prenaient habituellement déjà une dizaine de minutes de plus, à cause de la queue à la cantine et des transports dans l'usine: ils n'auraient donc plus d'excuses lorsqu'ils arriveraient en retard dans leurs services! D'autres part, le directeur voudrait remettre en cause les sorties avancées d'une demi-heure, les mercredis et vendredis, suite au passage de 40 heures à 39 heures, afin de les répartir sur la semaine. En augmentant encore le temps de repas? La question reste

Là, le directeur réussit le tour de force de baisser notre salaire - cette heure n'étant compensée qu'à 66 %, nous aurons une perte minimum de 40 F par mois - tout en nous

maintenant le même temps au travail.

ALORS, ÇA N'A PAS PASSÉ!

Dès mardi matin 1er février, date de la mise en application de cet horaire, un tract syndical FO appelait les journaliers à réagir, tandis que les militants CGT faisaient des réunions dans leurs secteurs. Ce qui était proposé: prendre le même temps pour la pause repas, soit les 45 minutes habituelles, et sortir une demiheure plus tôt les mardis et vendredis. Il ne fut pas possible d'appeler à une assemblée générale, la CGT refusant tout appel intersyndical avec la CFDT locale, qui rejetait pourtant sur l'usine l'accord natio-

Toute la journée, les gars souriaient, échangeaient des clins d'œil. Et le soir, une demiheure avant la fin de l'horaire affiché, ce fut la ruée vers la sortie de tout ce que l'usine comptait d'ouvriers, entraînant même une partie de la maîtrise que l'on n'avait jamais vue faire le moindre mouvement jusque-là.

Les gars étaient contents du succès de leur mouvement et disaient: « On continuera jusqu'à ce que Robert (le directeur) cède »

Le jeudi 3 février, les journaliers remettaient ça, toujours avec autant de succès. Si les travailleurs sont bien partis, la direction locale, elle, ne l'est

Chez le personnel posté, la grogne aussi s'installe, bien que pour l'instant il n'y ait pas de réactions. Car là, les mesures d'application sont plus insidieuses.

Correspondant L.O.

DUCELLIER (Auvergne)

21 licenciements

Après 15 jours de grève dans l'ensemble des usines Ducellier de la région Issoire-Brassac, les patrons qui n'ont pratiquement rien cédé sur les salaires, se vengent en mettant à la porte 21 travailleurs, dont une quinzaine de militants syndicalistes, répartis sur les cinq usines.

LES RETOMBEES DE LA GREVE

La CGT a porté le mouvement à bout de bras et elle à considéré tion d'un médiateur, un inspecteur général du travail, désigné par le ministère du Travail.

Mais le médiateur a montré son penchant pour le milieu patronal. Ses « recommandations » ont été fort limitées : 2 % de plus sur les salaires, alors que le personnel réclamait 8 % à titre de rattrapage, et silence sur les 21 licencie-

Parmi ceux-ci, quelques-uns, non protégés par un mandat syndical, n'ont aucune chance d'être repris. Accusés par la maîtrise de «violence» et d'occupation illégale des locaux, ils ont écrit au ministre du Travail et ont porté plainte au tribunal des Prud'hommes.

LA SURENCHERE NATIONALISTE DE LA CGT Au lieu de mettre l'accent sur ces mesures répressives, la CGT a préféré mobiliser ses militants, et même les permanents de la fédération du Puyde-Dôme à Clermont-Ferrand, pour réclamer sur tous les tons que Ducellier devienne une entreprise française.

Ils n'ont que ce slogan à la bouche et au bout de la plume. Pas un meeting, pas une déclaration à la presse, pas un tract où la CGT ne répète comme un refrain: « Pour une nouvelle citoyenneté dans les entreprises »; « Pour que Ducellier se consolide, devienne compétitif et soit français ».

ET LES VRAIS PROBLEMES

Mais la vraie préoccupation des travailleurs concerne les licenciés, au retour desquels personne, malheureusement, ne croit beaucoup, encore que la direction ait toléré la présence dans les ateliers des délégués syndicaux licenciés. Et il y a de l'inquiétude pour l'avenir : les bruits se font persistants sur la menace de 600 à 800 licenciements.

Dans l'immédiat, les seuls à crier victoire et à prétendre qu'il y a des « ouvertures », ou «la porte est entrebaillée », ce sont les cégétistes: leurs responsables ont pu visiter « techniquement » l'usine B2 de Sainte-Florine, pour vérifier que l'outil de travail est bien à la hauteur des besoins de la nation...

Correspondant local

JAEGER (Levallois)

Pré-retraites : la direction s'en tire à bon compte

La direction vient d'annoncer, au dernier CE, en accord avec les propositions syndicales, 141 mises à la retraite anticipées à Levallois. Mises en pré-retraite qui remplacent les 86 mises à la pré-retraite et 52 licenciements annoncés depuis novembre et qui sont maintenant présentées au personnel comme une bulle d'oxygène sur laquelle il ne faudrait surtout pas cracher.

Mais, en réalité, il s'agit de licenciements déguisés, et pas dans les meilleures conditions puisque les pré-retraités partiront avec 65 % seulement de leur salaire.

Depuis novembre, Jaeger veut diminuer les effectifs. Et

la « solution » que la direction nous demande d'accepter n'a rien d'une bonne affaire.

Rien ne garantit aux retraités qu'une fois partis de l'usine ils garderont l'intégralité de leurs revenus, et rien ne garantit aux travailleurs qui resteront que les emplois ne seront pas à nouveau diminués.

Correspondant LO

LIVRES

« Dans les bras du vent »

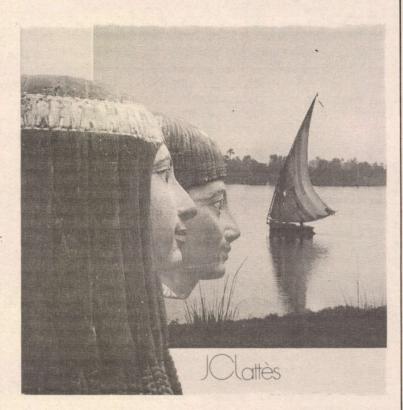
de Patrick Cauvin

Dans un précédent roman, Pourquoi pas nous, Patrick Cauvin décrivait une histoire d'amour entre un catcheur de 120 kg et une libraire affligée de strabisme.

Cette fois-ci, c'est une histoire d'amour entre deux infirmes, deux « assis » comme il les appelle. Lui a perdu l'usage de ses jambes dans un accident de la route, elle dans un accident de montagne; tous les deux sont donc condamnés au fauteuil roulant.

Et du coup, ils voient la vie différemment. On pourrait même dire qu'ils la voient mieux, que leur infirmité les a poussés à se remettre en question, à prêter davantage d'importance à des détails qui leur semblaient insignifiants jusque-là. Le comportement des autres gens, les « indemnes » ou les « debout », leur apparaît mesquin et hypocrite - et surtout l'attitude des gens vis-à-vis d'eux, les handicapés. Oh bien sûr, tout le monde est aimable et serviable à leur égard; mais on ne les considère plus comme des êtres humains à part entière. Et quel scandale lorsqu'ils s'affichent ensemble!

Eh bien oui, des handicapés peuvent aimer, peuvent



s'aimer, avec passion, tout comme les gens dits normaux. Voilà ce que Patrick Cauvin dit avec force dans ce nouveau roman, tout comme dans Pourquoi pas nous il montrait que l'amour se moque des idées toutes faites sur la beauté physique.

Les héros du roman en tout cas font preuve d'une grande

force morale face à l'adversité, et leur principal moyen de défense est l'humour: on rit d'un bout à l'autre de ce livre, mais lorsqu'on le referme on a la gorge serrée.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Dans les bras du vent de Patrick Cauvin. Ed. J.-C. Lattès. 243 pages. 65 F.

« Il n'est jamais trop tard »

de Jean Bruhat

L'historien, membre du Parti Communiste, Jean Bruhat vient de mourir vendredi 11 février. En janvier est paru son dernier livre dans lequel il avait rassemblé ses souvenirs. Il l'avait intitulé: Il n'est jamais trop tard...

Dans ses mémoires, en quelque sorte, Bruhat survole un demi-siècle d'histoire du Parti Communiste ou plutôt un demisiècle d'histoires. Car en fait ces souvenirs, qui se veulent les plus fidèles possibles, apparaissent surtout comme une suite d'anecdotes, de faits, de prises de positions contradictoires, sans grand lien les uns avec les autres. Bruhat, il le reconnaît lui-même, affirme difficile de suivre qu'il est la politique stalinienne - ce qu'il appelle les différentes luttes d'influence - à travers l'Internationale Communiste du temps où elle existait encore.

Par ailleurs ce qui le caractérise, c'est le fait qu'il fut avant tout un universitaire. Un « prof communiste» comme il le répète souvent, et qu'à ce titre, s'il a pris et justifié dans sa partie (l'histoire) tous les tournants staliniens, il n'en est resté pas moins isolé. Certes cet isolement, il l'a voulu. Il affirme n'avoir jamais accepté de devenir un homme d'appareil et il apparaît comme un type d'intellectuel stalinien, mais finalement critique, formulant de légères mises en

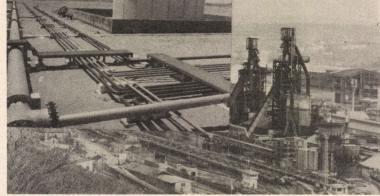
garde mais restant toujours dans le giron du parti. Et c'est à ce titre que ses souvenirs, qui valent quelques fois par leur côté anecdotique, n'apportent tout de même rien de nouveau à l'étude du PCF et de sa politique. Car, ou bien Bruhat n'est plus très sûr de ce qu'il dit (c'est du moins ce qu'il affirme à plusieurs reprises), ou bien il est incapable de donner des faits une analyse autre que la confiance qu'on pouvait avoir dans l'URSS, l'Internationale et le PCF (même s'il entrevoyait des ombres au tableau), ou bien il se tait volontairement.

Il reste quand même de ce récit un témoignage sur la vie d'un normalien et d'un universitaire stalinien, de brefs portraits de tout ce que la France a compté comme universitaires connus en un demi-siècle et que Bruhat a côtoyés. Tout un monde bien loin finalement de cette classe ouvrière à laquelle Bruhat avait voulu lier son sort lorsqu'il s'inscrivit en 1925 au Parti Communiste, lorsqu'il était influencé par l'anarchosyndicalisme, par le prestige de la Révolution russe, par Lénine et Trotsky, et qu'il se battait pour l'internationalisme, par haine de la guerre (celle de 1914-1918 et celle qui se déroulait dans le Rif, au Maroc), lorsqu'il était révolutionnaire. Quelle différence entre ces aspirations et ce qu'il est devenu!

André JUILLIARD

« Les multinationales »

de Michel Ghertman



Si l'on en croit l'auteur de ce livre, les multinationales ont mauvaise presse, parce que quelques scandales, comme le rôle du trust ITT dans le putsch de Pinochet au Chili, auraient contribué à leur donner une mauvaise image de marque dans le public qui aurait tendance à voir en elles des monstres tentaculaires « qui consolident la puissance et la richesse de quelques-uns au détriment de tous ». C'est pour tenter de les réhabiliter que Michel Ghertman, directeur de l'Institut de recherches et d'information sur les multinationales, a écrit ce Que saisje?

Si le premier chapitre, qui traite de la diversité des origines nationales et des secteurs d'implantation des multinationales, peut présenter quelque intérêt, le reste n'en présente pas beaucoup. En fait, sous couvert d'une étude objective, l'auteur tente de démontrer que ces entreprises contribuent au progrès économique et social. Et il en arrive à la conclusion que « les entreprises multinationales sont un facteur d'accélération du développement dans les pays industrialisés, et de la croissance économique dans les pays en voie de développement ».

Il va sans dire qu'on n'est pas obligé de le suivre dans ses jugements.

Pierre CHAMBEY

Les multinationales de Michel Ghertman. Coll. « Que sais-je? ». Ed. Presses Universitaires de France.

SOLUTION DU PROBLÈME PRÉCÉDENT

ITTEOLDEITT											
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1	5	C	A	P	H	A	N	D	R	E	
11	C	A	P	R	1	C	1	E	U	X	
										T	
										E	
										7	
VI	L	A	R	R	0	N		E	C	U	
										A	
/111	1	T	E		A	L	E	Z	A	2	
IX	R	E	C	1	T		P	0	N	T	
X	E	L	U		E	7	T	E	T	E	

Mots croisés

HORIZONTALEMENT.— I. N'existe que grâce au goutte-à-goutte. II. Tirer les ficelles. III. Faiblesse extrême. Connue pour sa dépêche. IV. Attention quand il tourne. Son coup met à plat. V. Cycle. Marquises, par exemple. Possessif. VI. Une main tendue qu'on préfère éviter. Le premier sur le tapis. VII. Comme certain tremblement. VIII. Fonctionne la bouche ouverte. IX. Donné par le chef. Eclaté. Dément. X. Rouge quand on est pris en faute. Pas épargné par les corvées.

VERTICALEMENT.— 1. Ne peut grandir qu'en descendant. 2. Produite par une intoxication. Indéfini. 3. Qualité d'une pièce. Le prêter conduit à des déboires. 4. Permet de voir grand. 5. Fait. Trompe l'œil. 6. A la taille bien prise. Pinceau. 7. Troisième degré. Franchissait. 8. Evite la répétition. Sinueuse en capitale. 9. Mauvais quand il est gros. Non déclaré. 10. Maintient l'aviron. Embarcation.

LIWRES

« Nous avons fait Adolf Hitler »

Nous avons fait Adolf Hitler. vient d'annexer l'Autriche, à Londres, Chamberlain donne un déjeuner en l'honneur de Ribbentrop pour s'entretenir de

l'avenir de la paix!

Par ce « nous », Philippe Bourdrel désigne les « nations libres », c'est-à-dire essentiellement la France et la Grande-Bretagne. Et ce n'est pas de l'avènement du nazisme en Allemagne qu'il veut parler, comme pourrait le laisser croire ce titre, mais de l'attitude des « pays libres » devant la politique menée par Hitler après son arrivée au pouvoir en janvier 1933 : politique de réarmement à outrance, réoccupation de la zone démilitarisée de la rive gauche du Rhin en mars 1936, soutien en armes et en hommes à Franco, etc., et pour finir, début de la Seconde Guerre mondiale:

La France et l'Angleterre pouvaient-elles intervenir à temps, vaincre le nazisme? Les gouvernements comprenaient-ils seulement la situation et pourquoi n'ont-ils rien tenté? Voilà les questions auxquelles tente de répondre Philippe Bourdrel en s'appuyant sur les déclarations, les textes, les entretiens émanant de Hitler, des ambassadeurs, des ministres ou hommes d'Etat. De ces documents vient d'ailleurs l'essentiel de l'intérêt du livre, qui est en tout cas révélateur sur les rapports existant entre hommes d'Etat, quelles que soient leurs opinions politiques affichées. Ainsi, en mars 1938, alors que l'Allemagne

L'arrivée de Hitler au pouvoir ne troubla pas la digestion, ni le sommeil des dirigeants des démocraties occidentales. Témoin: le portrait de Hitler paru dans Paris-Soir du 22 janvier 1936, journal à très fort tirage: «Le palais de la Wilhelmstrasse où travaille et dort le Führer est d'une sobriété de lignes et d'ameublement qui s'accorde avec la netteté démocratique de l'Allemagne nouvelle... Hitler s'avance vers moi, la main tendue, et je suis frappée par le bleu de ses yeux que la photographie rend bruns. Je pense qu'il est très différent de son image et je le préfère ainsi avec son visage plein d'intelligence et d'énergie qui s'éclaire lorsqu'il parle. En cet instant, je comprends la séduction de ce conducteur d'hommes et son pouvoir sur les foules... ». Quand la France bourgeoise était troublée par la dictature nazie, c'est qu'elle était séduite!

L'annonce de la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936 vient quelque peu contredire les discours pacifiques de Hitler. Pour Philippe Bourdrel, il aurait fallu une riposte immédiate de la part de la France à



Deux « démocrates », Chame erlain et Daladier, d'accord pour laisser agir, lors de l'accord de Münich en 1938, Hitler du moment que

cette violation flagrante du Traité de Versailles. Mais pourquoi le gouvernement français n'est-il pas intervenu? Philippe Bourdrel l'explique essentiellement par le fait que l'armée française ne se serait absolument pas prêtée à une offensive rapide. Il aurait fallu rappeler les réservistes. Alors, les « nations pacifiques » ont laissé faire. Comme elles ont laissé Franco, soutenu par l'Italie et l'Allemagne fascistes, renverser la République espagnole. La gauche était au gouvernement en France. Seulement, lâché par l'Angleterre « qui craignait un renforcement de l'influence communiste en Espagne, les milieux capitalistes anglais ne voyant pas d'un bon ceil qu'une intervention pèse en hypothèque sur leurs investissements », voulant éviter l'éclatement de son gouvernement où siégeaient des radicaux, Léon Blum aurait été contraint de céder et d'abandonner les républicains espagnols à leur sort. Philippe Bourdrel s'emploie à dédouaner Blum de ses responsabilités. « Blum renonce à contrecœur à démissionner. Il aidera de son mieux ses frères espagnols, pilote naviguant sur une mer recouverte d'écueils. Blum l'oppositionnel d'avant-hier apprend à propos de la guerre d'Espagne que gouverner est

de Philippe Bourdrel

Quelle leçon voudrait dégager Philippe Bourdrel de ces événements ? Que le pacifisme des peuples peut conduire à la guerre : « Tant de louable générosité dans les intentions se fait cécité dangereuse lorsqu'elle persévère à considérer Adolf Hitler et son régime comme des interlocuteurs dignes de foi... Dans ces conditions, il fallait parler un langage clair et convaincre par une attitude de fermeté... C'est

aussi l'art du possible ».



pour avoir fait fi de ce constat de pur bon sens que les nations pacifiques furent contraintes à la guerre ».

« Nations pacifiques »? « Louable générosité » ? Allons donc! Si les impérialistes anglais et français n'ont pas réagi, cela n'est pas dû au pacifisme de leurs peuples. Quand la bourgeoisie veut faire la guerre, elle cherche à s'en donner les moyens et à forcer la population - « pacifiste » ou non - à l'accepter. Mais si les dirigeants de la France et de l'Angleterre voulaient éviter la guerre, parce que, à la tête de nations impérialiste repues, disposant chacune d'un empire colonial considérable et disproportionné, ils savaient parfaitement qu'ils avaient tout à perdre et rien à gagner dans une nouvelle guerre mondiale. La bourgeoisie allemande, au contraire, étranglée par le Traité de Versailles et durement touchée par la crise économique de 1929, avait un besoin vital de trouver des débouchés, même si elle aussi craignait la

Ce qu'auraient voulu les bourgeoisies anglaise et française, le Traité de Munich le montre bien, c'est qu'Hitler s'oriente vers des conquêtes à l'Est, vers l'URSS. Si Hitler avait bien voulu borner là ses ambitions, leurs principes « démocratiques » de « nations pacifiques » étaient de toute évidence prêts à s'accommoder de ceux du fascisme allemand ou italien, en lesquels elles voyaient un facteur d'ordre en Europe, voire même un exemple à suivre.

C'est en ce sens-là qu'il est vrai que les bourgeoisies française et anglaise elles aussi, à leur façon, « ont fait Adolf Hitler », par un choix conscient et non parce que leur « générosité » aurait été « abusée »! C'est ce jugement qu'il faut rétablir lorsqu'on lit le livre de Philippe Bourdrel. Cela n'empêche pas celui-ci d'être intéressant par tous les faits et documents qu'il rassemble.

Pierre CHAMBEY

Nous avons fait Adolf Hitler de Philippe Bourdrel. Ed. Ramsay. 330 pages. 79 F.

« Henri ou l'éducation nationale »

de Jean Dutourd

Parce qu'il vient d'avoir vingt ans, qu'il en a assez de sa famille de cadres supérieurs qui jouent aux libéraux, ou même aux contestataires, Henri Chédeville quitte, en claquant la porte, son Passy natal et sa bonne espagnole pour la rue de Vaugirard. Là, il décide de faire le bilan de son expérience familiale et scolaire. Et c'est à travers cette confession que Jean Dutourd prétend, si l'on en croit la présentation du roman, dépeindre « une chose qu'on n'a à peu près pas encore vue dans la littérature : la société de maintenant qui, depuis 1960 environ, n'est plus du tout celle d'autrefois ».

Et dans cette société, per-

sonne, ou presque, n'échappe à son mépris. Les lycéens sont, à 90 %, des «abrutis», des « veaux en délire »; avec une mention spéciale pour les lycéennes, « ces idiotes », « ces morveuses », « ces adolescentes vicieuses ». Il est vrai que la mixité a transformé « les lycées en bordel ». Et c'est la mort des études : comment serait-il « possible, à la fois, de travailler et de faire l'amour ? ».

Evidemment, tout est de la faute des adultes. Des enseignants d'abord, ces « hommes de quarante ans et plus qui tolèrent qu'on les tourne en bourrique du matin au soir, et qui font la bête par un mélange

de frousse, de snobisme, et de démagogie ». Et des parents, qui ne valent pas mieux: où sont « les parents d'autrefois, jamais contents, exigeant que vous fussiez premier partout à l'école, vous cinglant les mollets avec le martinet, vous punissant si vous gardiez les mains dans les poches? ».

Et tout est à l'avenant, dans une société rongée par «le laxisme ».

Dutourd semble ainsi régler ses comptes à ce qui semble être sa bête noire: Mai 1968, « une histoire de gâteux en folie s'amusant à tout casser dans la maison de retraite parce que la nourriture ne leur plaît pas ». En plus court, ça

ferait un bon sketch de Guy Bedos: «tous des c... », «toutes des s... ».

Le héros du roman, heureusement, « affligé » qu'il est « d'une assommante agilité intellectuelle », et familier des bons auteurs, échappe à ce naufrage, sur le thème « s'il n'en reste qu'un... ». Pourtant, s'il n'aime personne, il a quand même de l'affection... pour les imparfaits du subjonctif. Que voulez-vous, personne n'est parfait.

Sylvie MARECHAL

Henri, ou l'éducation nationale de Jean Dutourd. Ed. Flammarion. 65 F.

COMMUNIQUÉS

- Le 4e festival du film du PSU aura lieu du mercredi 23 février au mardi 1er mars 1983, au cinéma Studio Cujas, 20, rue Cujas Paris 5e. Une quinzaine de films sont prévus sur le thème « Vivre la ville ». Tél.: 354.89.22.
- · Le Théâtre de Mantes-la-Jolie (Yvelines) présentera la pièce de Molière Monsieur de Pourceaugnac le jeudi 27 janvier à 21 heures au cinéma Normandie.
- · Le Théâtre du Mantois présente aux Mureaux (Yvelines) Articule, une pièce burlesque, le vendredi 25 février à 21 heures précises. Centre de formation EDF, 17, rue Thomas.

WARIETE! THEATRE

« Crosse en l'air »

de Prévert, par Michel Boy

Seul sur scène, avec pour tout décor un tabouret, Michel Boy fait revivre Prévert.

Il ne se contente pas de le réciter, il le joue, il le mime, il le vit. Alors on s'attendrit, on rêve quand il nous parle des enfants, de la nature, on se révolte avec lui quand il dénonce l'exploitation et la misère. L'humour devient corrosif quand il s'agit des grands de ce monde : on rit de l'Elysée et du Vatican avec le

Diner de têtes ou Crosse en l'air.

Bref, pendant une heure et demie, Michel Boy nous tient en haleine, et en sortant on n'a plus qu'une envie: se replonger dans Prévert.

Bref, c'est excellent.

Au Théâtre du Tourtour. 20, rue Quincampoix. Paris 4°. Tous les soirs à 18 h 30 sauf dimanche. Prix des places: 40 F. Etudiants, collectivités: 25 F.

Goldoni: « Noblesse et bourgeoisie »

Rosaura, une jeune bourgeoise épouse du comte Ottavio, réussit à conserver son mari volage séduit par la marquise Béatrice.

Tel est le thème de la pièce de Goldoni, une pièce aux intentions sociales satiriques, en particulier dans la peinture qu'elle fait de la noblesse; mais aussi une pièce bouffonne, utilisant des personnages de la Commedia dell'arte. C'est cet aspect que met en valeur le jeu de la comédie italienne: il est volontairement appuyé, les effets sont parfois très gros mais le rythme est enlevé et on ne s'ennuie pas!

Sylvie MARECHAL

Comédie Italienne. 17, rue de la Gaité 75014 Paris. Prix: 60 F. 50 F (étudiant). Tous les jours à 20 h 30 sauf dimanche et lundi. 15 h 30 le dimanche.

« L'amour tue »

de Vladimir Volkoff

Landru — revu et corrigé par Volkoff — ressuscite ainsi que ses quatre victimes. Pourquoi a-t-il tué ces femmes? Par amour pour les personnages qu'elles représentaient, pour ce qu'elles étaient avant le mariage. Après, leur vraie nature est apparue, et Landru a bien dû les tuer. C'est du comique misogyne bien traditionnel.

A la fin Landru rencontre une

certaine Lucrèce Borgia, et on espère que les rôles vont s'inverser, ce serait justice!

Au fond, rien de ceci ne se serait produit si tous ces gens ne s'étaient pas mariés. Alors vive l'union libre!

Samuel LATAN

Au Théâtre de l'Atelier. M° Anvers chaque soir à 21 h sauf dimanche et lundi (dimanche à 15 h et 18 h 30) de 20 à 120 F.

-Sélection

Samedi 19 février

16 h 05. TF1. Histoire des inventions. Gutenberg (en personne) nous raconte la naissance des imprimeries... en Chine et en Corée, entre autres. 21 h 25. TF1. Droit de réponse. Pour ou contre le service militaire ? Contre!

22 h 50. TF1. Etoiles et toiles. Le renouveau du film policier français.

Dimanche 20 février

17 h 45. FR3. Le dernier épisode de la vie de Copernic, période la plus féconde, mais aussi, humainement, la plus difficile.

Les deux émissions d'actualité suivantes sont souvent réussies.

18 h 10. A2. Dimanche magazine. Sujet de ce jour : les prostituées de Grenoble quelques années après et les réfugiés de Thaïlande.

19 h. TF1. Sept sur sept. L'actualité de la semaine commentée par Guy Bedos. Ça promet.

20 h 35. TF1. Film: Max et les ferrailleurs de Claude Sautet, avec Romy Schneider et Michel Piccoli. Un inspecteur de police a une idée fixe: réussir un « flag » (un flagrant délit).



20 h 35. A2. Chantez-le-moi. Sous la houlette de Jean-François Kahn, la chanson et l'actualité de 1939 à 1944.

20 h 35. FR3. Boîte aux lettres. Jérôme Garcin, journaliste aux Nouvelles Littéraires, ambitionne de nous présenter une émission littéraire sur un autre ton que Bernard Pivot avec un succès équivalent. Les paris sont ouverts.

21 h 40. A2. Roule routier en visite dans les Balkans (Bulgarie, Roumanie et Hongrie).

22 h 30. FR3. Ciné-club: Johnny Eager de Mervyn Leroy (1941), avec Robert Taylor et Lana Turner. De la série noire!

Lundi 21 février

20 h 35. Film: Sylvia Scarlett de George Cukor. Katherine Hepburn hésite entre deux garçons: Cary Grant et Brian Aherne.

20 h 35. A2. Le grand échiquier est consacré à la musique classique avec les interprètes Pierre Amoyal et Emmanuel Krivine. Si vous supportez le bavardage de Jacques Chancel...

Mardi 22 février

20 h 35. FR3. La dernière séance. Eddy Mitchell nous offre deux westerns classiques: Le trésor du pendu de John Sturges (1958) avec. Richard Widmarck et Robert Taylor et Comanche Station de Budd Boetticher (1960) avec Randolph Scott.

20 h 40. A2. Film: Un flic, de

Jean-Pierre Melville avec Alain Delon et Catherine Deneuve.



22 h 20. A2. Mardi cinéma. Catherine Deneuve, Philippe Noiret, Pierre Tchernia, Jacques Rouland, une douzaine de lycéens et la caméra cachée de Jacques Legras.

Mercredi 23 février

20 h 35. TF1. Les mercredis de l'information proposent un reportage provocant sur le monde des jeux.

20 h 35. A2. Les cinq dernières minutes, qui vaudront sûrement pour la participation de l'acteur Henri Virlojeux.

20 h 35. FR3. Théâtre : La cagnotte de Labiche. Le théâtre de boulevard devenu théâtre classique.

21 h 35. TF1. Stabat Mater de Rossini avec l'orchestre de Lille de J.C. Casadesus et Tereza Berganza.

Jeudi 24 février

20 h 35. TF1. Le jardinier récalcitrant. Un téléfilm d'anțicipation (?). Dans un monde où tout est uniformisé et déshuma-

nisé, un jardinier s'obstine à faire pousser des tomates « à l'ancienne ».

20 h 35. A2. Résistances. Le magazine de Bernard Langlois. Son émission sera-t-elle censurée, comme la dernière fois ?

20 h 35. FR3. Cinéma sans visa. A partir d'un film, cette émission évoque généralement dans le débat son contexte social, économique et politique, mais Jean Lacouture y est souvent très habile à écarter les remarques trop contestataires à ses yeux. Le film (Le couteau dans la tête, avec Bruno Ganz) est une présentation du climat de l'Allemagne de ces dernières années. On débattra du terrorisme.

21 h 40. A2. Les enfants du rock. Le groupe Genesis.

22 h 15. TF1. Les pique-Talosse. La vie des paysans dans le pays de Chalosse (près de Dax).

Vendredi 25 février

20 h 35. FR3. Vendredi. Le thème du magazine est « Il y a même des patrons qui pleurent ».

21 h 35. A2. Apostrophes vaudra peut-être pour la participation de la fille du milliardaire Hearst, qui, enlevée par des terroristes il y a quelques années, assume aujourd'hui sa vie de milliardaire et vient de faire (faire?) un livre sur ses mésaventures de jeunesse.

23 h. A2. Ciné-club: Jaguar de Jean Rouch (1954). Trois paysans nigériens montent à la ville. Un document.

SÉLECTION CINÉMA

dans les salles parisiennes

Films récents...

LES DIEUX SONT TOM-BÉS SUR LA TÊTE.

Un primitif du Kalahari aux prises avec la civilisation, Hilarant.

Gaumont-les-Halles 1er (vo). Quintette 5e (vo). Marignan 8e (vo). Français 9e. Maxeville 9e. Nation 12e. Fauvette 13e. Mistral 14e. Montparnos 14e. Sept Parnassiens 14e (vo). Convention 15e. Mayfair 16e (vo). Images 18e.

DANTON

La Révolution française revue et corrigée par Wajda. Forum 1er. Berlitz 2e. Saint-Germain Huchette 5e. Bretagne 6e. Colisée 8e. Convention 15e.

COMÉDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ.

Shakespeare revu par Woody Allen. Poétique et drôle.

Studio Médicis 5e (vo).

LES CADAVRES NE POR-TENT PAS DE COSTARD.

Un pastiche des films noirs américains. Très drôle. Elysées-Lincoln 8°.

DE MAO A MOZART.

Isaac Stern dans les écoles de musique chinoises. L'épée-de-bois 5° (vo). Pagode 7° (vo).

LA GUERRE DU FEU.

Nos ancêtres du paléolithique découvrant le feu et bien d'autres choses. Lucernaire 6°.

TRAVAIL AU NOIR. de Skolimowski.

Trois Polonais travaillant clandestinement à Londres avec un contremaître qui leur cache le coup d'Etat de Jaruzelski.

Beaubourg-les-Halles 3° (vo). 14 Juillet Parnasse 6° (vo). 14 Juillet Racine 6° (vo). Biarritz 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo).

VICTOR VICTORIA.

Une travestie par nécessité sème le trouble chez un macho.

Movies-les-Halles 1er (vo). Impérial 2e. St-Michel 5e (vo). Marignan 8e (vo). Montparnos 14e.

YOL.

Des prisonniers turcs ont une permission.

UGC Opéra 2º. 14 Juillet Par-

nasse 6°.

... et moins récents

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE. de Steven Spielberg.

Des aventures à couper le souffle.

George V 8^e (vo). Trois Haussmann 9^e.

LA POURSUITE IMPI-TOYABLE. d'Arthur Penn.

Une chasse à l'homme dans le Sud profond des USA.

Action Christine 6e (vo).

TOM JONES.

L'Angleterre truculente du XVIII^e siècle.

Olympic Luxembourg 6° (vo).



« Petites guerres »

film libanais de Maroun Bagdadi

Ce film libanais ne prétend pas être l'histoire de la guerre civile du Liban. Il raconte seulement comment trois jeunes, Tahal, Nabil et Soraya, bien que ne se sentant pas concernés par cette guerre, vont malgré eux y participer.

Dans Beyrouth, on assiste à des enlèvements en pleine ville ; c'est un clan qui échange son otage contre un des siens, ou bien qui veut récupérer de l'argent. Mais quels sont ces clans, quels sont ces gens qui se battent et pourquoi, le film ne l'explique pas. Tout semble dérisoire. On manie la gâchette, des groupes en uniforme tiennent la ville et font des barrages mais ils laissent passer un peu n'importe qui, des jeunes paradent sur des chars. Et pourtant Beyrouth est en ruine. Pourquoi? Ce n'est pas la préoccupation des jeunes et de leurs amis dont nous suivons l'histoire. Dans cette guerre, ils ne veulent pas prendre parti; issus de milieux aisés, ils sont plus préoccupés par leur aventure amoureuse ou personnelle. Lassitude, crainte: ceux qui le peuvent fuient Beyrouth, comme la famille de Soraya que l'on

retrouve à l'aéroport pour Paris. Est-ce à cause de la guerre ? Le frère de Tahal est mort. Certains de ses amis diront que c'est un accident dû à une overdose, d'autres prétendront qu'il s'agit d'un suicide, d'une révolte.

Quant aux partisans de la guerre, ceux qui se battent, on ne les connaît pas. Les combattants qui nous sont présentés le sont par le truchement de Nabil qui prend des photos de guerre pour les vendre à un journal: il n'hésite pas à aller dans les quartiers où s'échangent les coups de feu pour prendre les meilleurs clichés; il fait poser des jeunes combattants dans des scènes les plus dures pour avoir les « meilleures photos » à vendre à l'instar des journalistes américains qui cherchent le meilleur reportage. En fait quand Nabil prend les armes, c'est pour échapper à une bande de truands passeurs de drogue. Ces mêmes bandes peuvent entrer dans un hôpital et sous la menace des armes contraindre le personnel à soigner l'un des leurs blessé dans une rixe; on dira qu'il a été blessé au front. La guerre devient prétexte.

« Le battant »

de et avec Alain Delon

Règlements de comptes entre un truand, fraîchement sorti de prison, et une mystérieuse bande de tueurs qui fait le vide autour de lui. L'enjeu: des diamants, fruit d'un braquage effectué par ledit truand juste avant son incarcération et qu'il essaie de conserver à l'abri pour ses vieux jours.

Son bon copain, son ancienne maîtresse, tous y passent. Lui, reste seul, ou presque... contre

tous. Mais il s'en sort haut la main. Delon acteur sert efficacement le scénario que lui a mitonné un certain Delon, mis en scène par Delon Alain et produit par Alain Delon.

Il arrive à nous tenir en haleine dans la première partie du film, mais dès qu'on saisit les ficelles de l'histoire, le train-train s'installe. C'est Delon, lon, long...

André JUILLIARD

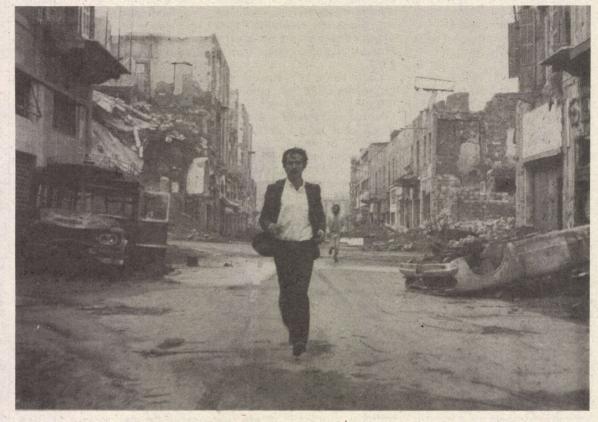
avec Eddie Constantine et Anna Karina

Les décombres de Beyrouth sont le théâtre de règlements de compte. La guerre - la vraie - sert de couverture aux petites que l'on livre pour de l'argent, par vengeance, par amour ou par dérision.

Ainsi on ne voit la guerre civile libanaise que de façon marginale. Elle est pourtant omniprésente dans les préoccupations, dans la vie des héros du film. Celui-ci contribue ainsi à nous faire vivre la vie quotidienne de ce Beyrouth en guerre, à nous faire sentir son climat dramatique. Cela donne un film qui est parfois captivant, mais parfois aussi

décevant par les longueurs qu'il comporte et par son parti pris de rester à la surface des choses, donnant souvent l'impression que Beyrouth et le Liban ne sont là que pour donner un décor tragique - et hélas réel — à un exercice cinématographique.

Patricia MULLAN



• « Tout le monde peut se tromper »

Lors d'une journée, qui aurait dû se dérouler comme les autres, l'employée d'une bijouterie se fait « hold-uper », suivant son expression, par deux gangsters masqués. L'un d'eux meurt bêtement en voulant l'embrasser et l'autre s'échappe en laissant l'argent... que la jeune employée, Albine, subtilise à son profit.

L'employée futée saisit alors l'occasion de réaliser son rêve : un voyage dans les îles lointaines où elle connaîtra bien des péripéties!

Car si la police se met à la recherche du gangster, celui-ci se met à traquer Albine et sa vengeance est terrible! Et comme tout le monde peut se tromper, même des gangsters, la « malheureuse » Albine attire la mort autour d'elle. Bien

• « L'enfant secret »

Elie est comédienne. Fillemère, son jeune fils s'appelle Swann. Elle rencontre Jean-Baptiste, metteur en scène. Le couple se forme. C'est le charme des premiers temps. Puis l'usure, les séparations, les retrouvailles, la dérive, la depression pour Jean-Baptiste ou la drogue pour Elie.

L'auteur brosse ici le portrait de soixante-huitards mal dans leur peau et s'accrochant maladroitement l'un à l'autre.

Mais la grosse difficulté c'est de « marcher » dans le langage cinématographique du metteur en scène. Celui-ci refuse en effet tout récit auquel le spectateur pourrait s'accrocher, il filme des impressions, offre en vrac aux spectateurs des séquences, des images. C'est un procédé particulièrement rébarbatif.

Celui qui aura la patience d'aller jusqu'au bout du film verra où l'auteur voulait en venir (ou à peu près).

Disons tout de même à ceux qui ne tiendront pas jusqu'à la fin que ce n'est pas bien grave.

Jacques FONTENOY

qu'on aille souvent au cimetière enterrer ses indirectes victimes, le film n'a rien de triste.

Samuel LATAN

• « La fuite en avant »

Une entreprise, familiale depuis trois générations, a été rachetée par une grosse société. Si le patron (interprété par Michel Bouquet) accepte cette loi du capitalisme, il refuse la tutelle d'un directeur, aux méthodes « modernes » de gestion, que le Conseil d'administration lui a imposé. Quant aux ouvriers, après un accident du travail d'une de leurs camarades, ils se mettent en grève, et avec juste raison ne font pas la distinction entre l'ancien maître et les nouveaux : ils séquestrent le patron paternaliste et le nouveau directeur.

Voilà au départ une histoire qui pouvait se tenir et il y a de brefs passages du film qui décrivent bien certaines situations. Mais le réalisateur a sans doute voulu trop en faire. Un crime politique, dont a été victime un jeune Italien, se mêle à cette histoire sans qu'on sache du début à la fin les tenants et les aboutissants. Puis on suit le drame du vieil ouvrier (Bernard Blier) dont la femme a été accidentée, qui vit ses fantasmes et qui finit plus ou moins fou.

En définitive, il s'agit d'un mélange indigeste et dépourvu d'intérêt. Pour le spectateur un conseil : « la fuite en arrière » !

Samuel LATAN

- REPRISE -

taires. Les opposants sont exécutés devant le dicta-

de Jean-Luc Godard

teur. Lemmy Caution se liera avec la fille du dictateur avec qui il finira par s'évader de cette planète qui ressemble étrangement à la France de 1964 dans ce qu'elle avait de plus futuriste à l'époque. Le voyage spatial par exemple c'est l'autoroute.

Le film semble s'être amélioré avec le temps. Pour une fois... Cette fable un peu trop transparente se laisse voir. Après tout c'est « Lemmy Caution » qui gagne contre le méchant dictateur, et c'est plutôt sympathique.

Jacques FONTENOY



« Alphaville »

Ce film fut réalisé par

Jean-Luc Godard en 1964, avec Eddie Constantine qui s'était spécialisé à l'époque dans le rôle de « Lemmy Caution », une sorte de précurseur de James Bond.

Voilà donc Lemmy Caution nouvelle manière qui débarque sur une planète inquiétante, où règne un ancien nazi.

Tous les habitants sont déshumanisés. Des ordinateurs décident de tout, renouvelant tous les jours les « bibles » au chevet des habitants de cette étrange planète. Celles-ci sont des dictionnaires dont on retire tous les jours des mots, ceux que les habitants de cette planète n'ont plus le droit d'utiliser... conscience, amour, etc. Les rapports entre les hommes et les femmes sont réduits à des éléments uniquement utili-

Pologne: __

Une « normalisation » précaire

Plusieurs milliers de personnes, 4 000 selon la presse, ont manifesté dimanche 13 février à Varsovie, à la sortie d'une messe organisée à la demande d'anciens internés qui voulaient marquer le début du 15° mois suivant l'instauration de l'état de guerre. La presse relate qu'on pouvait entendre : « A bas la junte! », « Ici c'est la Pologne », « Les nouveaux syndicats au cimetière! ».

Cette manifestation est celle qui a rassemblé le plus de monde depuis l'échec de la grève générale du 10 novembre dèrnier. Mais on peut constater que, depuis le coup d'Etat militaire, les manifestations d'hostilité au régime, les grèves qui rassemblaient des dizaines de milliers de travailleurs très peu de temps après le coup de force, se sont estompées. Ont probablement joué dans ce sens la lassitude, une certaine démoralisation due en partie au manque de perspectives politiques, mais aussi la répression des militaires, les arrestations, les procès intentés contre les militants du KOR et de Solidarité. La junte militaire semble être beaucoup plus maîtresse de la situation.

Cela dit, la classe ouvrière n'est pas défaite et le montre quotidiennement, même si ce n'est pas par des démonstrations spectaculaires, dans la

La loi syndicale qui a mis fin à l'automne dernier à l'existence légale de Solidarité et a mis en place de nouveaux « syndicats » a du mal à entrer en application. Les nouveaux syndicats ont eu peu de succès: « Sur les 60 000 prévus pour le 1er janvier 1983, seuls 2 500 se sont fondés et 4 000 seraient en formation. Les volontaires se font rares et les nouveaux syndiqués ne sont que quelques centaines dans les grandes usines de plusieurs milliers d'ouvriers. Les chefs d'entreprise en sont désespérés car, en l'absence d'interlocuteurs organisés, ils ne peuvent, disent-ils, rien obtenir de leurs employés ». (Le Monde diplomatique, février 1983)

Car c'est là le problème des dirigeants polonais: comment mettre au travail la classe ouvrière et rétablir les conditions « normales » de l'exploitation? Selon le « Comité d'Etat pour les normes et les mesures », la moitié de la pénurie actuelle de marchandises s'expliquerait par des « caden-ces de travail inférieures aux normes, la médiocrité de la productivité et le manque de discipline ». En août 1982, des directeurs d'entreprises répondaient au ministre des Industries chimiques qui demandait d'accroître la production : « A moins d'établir un bon climat social dans les usines, ni l'assiduité au travail ni la production n'ont la moindre chance de s'améliorer ».

Mais justement, les militaires au pouvoir en Pologne ne peuvent guère rétablir un tel « climat social ». C'est ce qu'exprimaient des sociologues, dans leur jargon, dans une note adressée à Jaruzelski en septembre dernier: « Au sein de notre appareil de pouvoir, convaincu qu'il ne pos-

sède l'appui que de la minorité et qu'il a affaire à l'hostilité de la majorité, la résistance est très grande à des actions de démocratisaton du système politique, car la démocratisation ouvre la voie à cette partie de la société qui est hostile au gouvernement ».

Et cette hostilité n'est sans doute pas près de disparaître, car la situation économique de la Pologne ne cesse de s'aggra-

En 1982, selon l'Office central de statistiques polonais, le revenu national a baissé de 8 % et les productions industrielle et agricole de 2 % et de 4,5 % respectivement. Les prix sont en hausse de 100,2 %, tandis que le salaire moyen, lui, n'a augmenté que de 50,7 %. Cette dégradation du pouvoir d'achat expliquerait en partie la diminution des queues; le volume des ventes au détail a baissé de 17 %. Comment la junte, qui mène aussi ouvertement une politique visant à faire payer la crise économique à la population, pourrait-elle gagner un quelconque soutien de celle-ci?

Le gouvernement polonais a pu finalement décréter l'état de siège, interdire Solidarité et mettre en prison un certain nombre de ses leaders. Mais il a bien du mal à vaincre la résistance passive d'une bonne partie de la population et est incapable de mettre fin à la crise économique. C'est ce qui, malgré ses succès apparents, rend la « normalisation » bien précaire en Pologne.

Marie-Claude SOLAC





Beaucoup de policiers, peu de produits alimentaires. Pourquoi et pour qui les Polonais devraient-ils travailler ? (Ph. AFP)

Augmentation des ressources du FMI: Ce sont les fonds qui manquent le plus

Le FMI vient d'augmenter de 47 % ses ressources — ce qui fait monter ses fonds propres de 61,6 milliards de Droits de Tirage Spéciaux (66 milliards de dollars) à 90 milliards de DTS (98 milliards de dollars).

C'est l' « alerte » de cet été qui a justifié cette augmentation des fonds du FMI: plusieurs Etats du Tiers Monde emprunteurs avaient alors conjointement frôlé la cessation de paiements, risquant la banqueroute et du coup cene de reurs créanciers, les grandes banques internationales.

Ainsi, le « pompier du système financier international », comme Le Figaro des 12-13 février surnomme le FMI, serait donc renfloué en munitions, paré en quelque sorte. Voire!

Ne serait-ce qu'en honorant les crédits qu'il vient de consentir au Mexique et à l'Argentine, et ceux qu'il a prévu d'ouvrir au Brésil et à d'autres pays en mars, il ne restera plus, très bientôt, que 8 milliards de DTS au FMI sur ses réserves. Mais peu importe, d'ailleurs. La dette globale de tous les Etats dépasse de beaucoup les res-

sources du FMI, qui ne sont augmentées que pour donner l'illusion de la solvabilité, ou l'illusion qu'on fait quelque chose pour. C'est un geste politique des grands du monde impérialiste. Mais les finances ne suivent pas!

Car l'endettement international a atteint de telles proportions que le monde capitaliste et les experts du FMI sont incapables d'autre chose que de masquer l'insolvabilité générale par quelques mesures circonstancielles du genre de celle qui vient d'être prise. Mais l'insolvabilité demeure et, avec elle, le risque d'une faillite généralisée qui embraserait tout le système capitaliste... au cas où un vent de défiance emporterait tout.

Les rapaces, ce sont les hommes des Etats, des grandes banques et des trusts des pays impérialistes.

The Economist (revue économique anglaise) du 7 août 1982 écrivait : « Une bonne partie de ces prêts a permis aux entreprises industrielles des pays riches, autres gros clients des banques, de faire d'excellentes affaires : aux prises avec une

demande intérieure léthargique, les sociétés les plus dynamiques ont accru leurs exportations vers les pays emprunteurs de capitaux. Tout le monde y trouvait son compte. Les pays développés voyaient l'activité de leurs secteurs bancaire et industriel augmenter. Le reste du monde avait les biens et les services qu'il souhaitait et le crédit nécessaire pour les payer ».

En 9 ans, les crédits « offerts » aux pays sous-développés ont été multipliés par 4,5, pour passer de 97,3 milliards de dollars à 425,2 milliards de dollars. Les riches prêtaient aux pauvres pour que les pauvres leur achètent et, en plus, leur remboursent les intérâte

Mais maintenant que les pays sous-développés sont écrasés sous le poids et de leurs dettes et de la crise qui rend de moins en moins rentable la vente de leur production sur le marché mondial, quand elle se vend encore, « bon nombre de banques commerciales (...) délaissent les activités de prêt au Tiers Monde, pensant qu'en leur absence le FMI fera

le nécessaire pour assurer le rééchelonnement de la dette des pays les plus pauvres », comme l'écrit Euromoney d'août 1982.

Et le vrai problème n'est pas celui des pays du Tiers Monde endettés. Ils le sont certes, de plus en plus, du fait de la crise du monde impérialiste. Du fait de la crise chez les grands et les riches eux-mêmes.

Tous les Etats aujourd'hui vivent plus ou moins à crédit. Mais les grands sont moins contrôlés que les petits, parce que moins soumis. Si la dette contractée par un pays du Tiers Monde comme le Mexique auprès des banques américaines atteint 21,5 milliards de dollars, celle de la Grande-Bretagne est de 47,3 milliards de dollars. Celle de la France est de 13,1 milliards, celle de la Belgique et du Luxembourg de 11,1 milliards, et le Danemark, le Portugal l'Espagne. devraient prochainement faire appel aussi au FMI.

Et il ne faut pas oublier les dettes des grandes sociétés, des trusts, qui vivent aussi, systématiquement, à crédit : le montant total des prêts contractés aux USA par les particuliers, les sociétés et les Etats, atteint 5.000 milliards de dollars, un volume plus de 10 fois supérieur à l'endettement du Tiers Monde. En France, des sociétés comme EDF ont 121.138 millions de francs de dettes à long terme, GDF 12.270, la SNCF 32.275, Peugeot 11.950...

La banqueroute qui menace le capitalisme n'est pas due aux pauvres, qui auraient les yeux plus gros que le ventre. Mais ce sont toujours les pauvres qui paient, ceux des pays du Tiers Monde comme ceux des pays riches.

Car les nouveaux fonds, versés par exemple par la France au FMI, seront pris sur les deniers de l'Etat, l'argent des contribuables des couches populaires, pour revenir dans les caisses des trusts des métropoles impérialistes, après seulement un détour passager par les caisses des Etats des pays pauvres.

Nelly MEYER